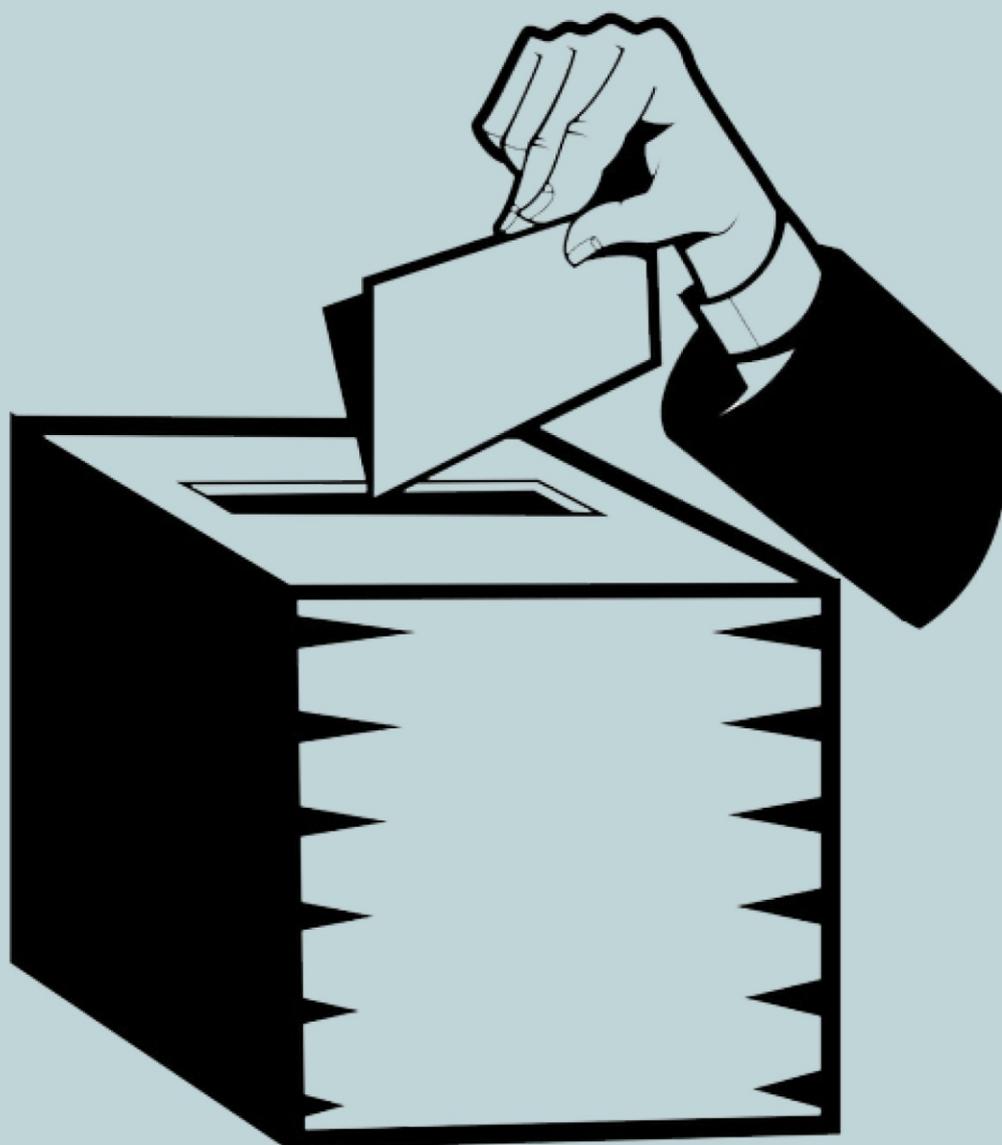


INTRODUCTION A LA **DEMOCRATIE**

EAMONN BUTLER



iea
Institute of
Economic Affairs



CENTRE FOR
DEVELOPMENT
AND ENTERPRISES
GREAT LAKES

THINK TANK

NETWORK
FOR A
**FREE
SOCIETY**

Introduction à la Démocratie

Eamonn Butler

Contenu

1. COMPRENDRE LA DÉMOCRATIE	1
De quoi parle ce livre.....	i
Le problème de la «démocratie»	i
limiter la démocratie.....	2
L'attrait de la démocratie.....	3
Plus, de problèmes de compréhension.....	4
Le besoin de clarté.....	5
2. L'HISTOIRE DE LA DEMOCRATIE	7
Démocratie grecque.....	7
La République romaine.....	8
La période médiévale	9
Le début de la période modern	9
Républicanisme constitutionnel.....	10
Démocratie libérale.....	12
L'expansion de la démocratie	13
... Au-delà de ses limites?.....	13
La mort de la démocratie?.....	14
3. INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES	15
Le but et le pouvoir du gouvernement.....	15
Le rôle clé de la démocratie	17
La démocratie directe	17
Démocratie représentative.....	18
Démocratie libérale.....	19
4. LES PRINCIPES DE LA DEMOCRATIE	21
L'essentiel de la démocratie libérale.....	21
Éléments souhaitables de la représentation libérale.....	23
Le fonctionnement de la démocratie libérale.....	24
5. DÉMOCRATIES REPRÉSENTATIVES AUJOURD'HUI	27
Gouvernement parlementaire	27
Systèmes présidentiels	28
Monarchies constitutionnelles	28
Le rôle du public.....	28
Sauvegarde du processus	29
Systèmes électoraux.....	29

Responsabilité envers le public.....	31
La tension entre démocratie et droits.....	31
6. LES AVANTAGES DE LA DÉMOCRATIE	32
Empêcher l'accumulation de puissance.....	32
Absorber le changement.....	32
Parler de nos valeurs.....	33
Promouvoir une politique honnête.....	33
Critique et Progrès.....	34
Protéger les droits individuels.....	34
Paix et prospérité.....	35
Conclusion.....	36
7. CRITIQUES DE LA DEMOCRATIE.....	37
Les électeurs ne sont pas à la hauteur	37
Il prend des décisions inefficaces... ..	39
... Et les mauvais.....	39
Il a un objectif à court terme	40
Il repose sur le pouvoir de l'État.....	40
Il promeut un gouvernement trop large	42
Il a des coûts invisibles.....	43
8. DÉMOCRATIE SURVENTE?	44
La démocratie est le meilleur système.....	44
C'est la règle du peuple.....	45
C'est le gouvernement par consentement.....	45
Tout le monde a son mot à dire	46
La démocratie favorise l'égalité.....	47
La démocratie donne un sentiment de communauté	47
La démocratie nous protège des mauvais dirigeants	48
9. COMMENT SONT PRISES LES DÉCISIONS DÉMOCRATIQUES.....	49
Élections.....	49
Les électeurs.....	49
Candidats.....	50
Législateurs.....	50
Les officiels.....	51
Dépendants politiques.....	52
Conclusion.....	52
10. LA DEMOCRATIE SOUS PRESSION.....	53

Rejet de la politique de l'establishment	53
Changement des circonstances du monde	54
Changements dans le système politique.....	54
Changements dans l'électorat.....	55
Conclusion.....	56
11. L'AVENIR DE LA PARTICIPATION	57
Formes de participation	57
Arguments pour la participation	58
Arguments pratiques contre la participation	59
Contre la participation en principe	60
Voulons-nous vraiment «plus de démocratie»?.....	60
L'idée d'une démocratie limitée.....	61
12. DÉMOCRATIE ET FRONTIÈRES.....	62
Les erreurs de l'Occident.....	63
Problèmes des démocraties émergentes.....	63
Echec des tentatives d'imposer des valeurs démocratiques	64
Institutions internationales.....	65
Démocratie mondiale?	65
Un système pour petits groupes?	66
13. LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE.....	67
Voulons-nous vraiment la démocratie?.....	67
Qu'est-ce qui justifie la démocratie?	67
À quoi ressemblerait une démocratie durable?	68
Systèmes démocratiques alternatifs.....	69
La démocratie n'est pas tout.....	70
14. CITATIONS SUR LA DEMOCRATIE.....	72
La tyrannie de la majorité.....	72
Le pouvoir corrompt.....	72
La culture de la démocratie.....	72
LECTURE SUPPLÉMENTAIRE.....	74
Défis et critiques.....	75
Autres références	77
Mots clés.....	80

A propos de l'auteur

Eamonn Butler est directeur de l'Adam Smith Institute, l'un des principaux groupes de réflexion politiques au monde. Il détient des diplômes en économie et en psychologie, un doctorat en philosophie et un doctorat honorifique. Dans les années 1970, il a travaillé à Washington pour la Chambre des représentants des États-Unis et a enseigné la philosophie au Hillsdale College, dans le Michigan, avant de retourner au Royaume-Uni pour aider à fonder l'Adam Smith Institute. Lauréat de la Freedom Medal of Freedoms Foundation à Valley Forge et du UK National Free Enterprise Award, Eamonn est l'ancien secrétaire de la Mont Pelerin Society. Eamonn est l'auteur de nombreux livres, y compris des introductions sur les économistes et penseurs pionniers Adam Smith, Milton Friedman, F. A. Hayek, Ludwig von Mises et Ayn Rand.

Il a également publié des abécédaires sur le libéralisme classique, les choix publics, l'entrepreneuriat, la Magna Carta et la Austrian School of Economics, ainsi que *The Condensed Wealth of Nations*, *The Best Book on the Market* et *School of Thought: 101 Great Liberal Thinkers*. Ses *Fondations d'une société libre* ont remporté le prix Fisher 2014. Il est co-auteur de *Forty Centuries of Wage and Price Controls* et d'une série de livres sur le QI. Il contribue régulièrement aux médias imprimés, audiovisuels et en ligne.

1.COMPRENDRE LA DÉMOCRATIE

De quoi parle ce livre

Ce livre est une introduction simple à la démocratie: ce qu'elle est et comment elle fonctionne, ses forces et ses faiblesses, ses avantages et ses limites. L'objectif principal du livre est de permettre à quiconque de comprendre la démocratie, même s'il n'en a jamais fait l'expérience. Mais beaucoup de ceux qui pensent comprendre la démocratie devraient également en bénéficier, car même ils en négligent souvent les caractéristiques les plus critiques.

Il est important de comprendre la démocratie: après tout, les deux tiers de la population mondiale, dans plus d'une centaine de pays, vivent sous des gouvernements qui se disent démocratiques. Et comme très peu de ces gouvernements sont à la hauteur des idéaux de la démocratie ou respectent ses principes et institutions clés, une compréhension claire de la démocratie est encore plus importante. En particulier, nous devons être conscients de la facilité avec laquelle la démocratie peut être perdue ou abusée lorsque les gens ne la comprennent pas correctement.

Pour atteindre ces objectifs, le livre définit la démocratie, explique ses objectifs et montre la différence entre une véritable démocratie et les nombreuses versions factices qui existent actuellement. Il décrit l'histoire de la démocratie, la nature changeante de l'idée et les différentes manières d'y parvenir. Il résume les avantages de la démocratie mais aussi les nombreux mythes à son sujet qui nous aveuglent sur ses limites. Enfin, l'auteur se demande pourquoi les gens sont devenus si désillusionnés par la politique démocratique aujourd'hui - et que peut-on faire si on veut y remédier.

Le problème de la «démocratie»

Le plus gros problème pour quiconque essaie de comprendre la démocratie est que le mot a changé de sens. Ce que nous appelons la «démocratie» aujourd'hui n'est pas ce que les Grecs de l'Antiquité (à qui l'on attribue cette idée) avaient en tête.

Pour eux, la «démocratie» signifiait un système de gouvernement dans lequel les citoyens se réunissaient en assemblées ouvertes pour légiférer, décider des politiques clés (par exemple, faire la guerre) et nommer des fonctionnaires.

Pour nous, cependant, la «démocratie» signifie un système de gouvernement dans lequel le public vote, toutes les quelques années, pour élire des représentants (tels que des présidents, des parlementaires ou des sénateurs) qui décident ensuite des lois, des politiques et des nominations publiques.

Mais également usage moderne peut couvrir de nombreuses significations différentes. Le mot `` démocratie " peut décrire des systèmes dans lesquels les élections sont libres et équitables, avec un scrutin secret et un choix de candidats, et où les pouvoirs des représentants et des fonctionnaires sont limités, avec un système judiciaire indépendant pour garantir qu'elles agissent également et dans ces limites.

En revanche, la «démocratie» est souvent utilisée pour décrire des systèmes dans lesquels certaines de leurs caractéristiques sont loin d'être idéales voir même absentes. Dans de nombreux pays qui se disent «démocratiques», les bulletins de vote ne sont pas vraiment secrets, les responsables électoraux agissent de manière malhonnête, les électeurs et les candidats sont intimidés, les médias contrôlant le débat public et les représentants sont corrompus.

Dans certains cas, les pays affichent les signes extérieurs de la démocratie (comme les élections, les parlements et les tribunaux), mais un seul parti est autorisé à présenter des candidats. Les décideurs et les juges ne remettent jamais en question l'autorité du dirigeant, et les fonctionnaires ont des pouvoirs presque illimités sur la vie et la conduite des citoyens.

Un exemple est la Corée du Nord, où le taux de participation aux élections est de près de 100% et la part du vote donnée aux candidats du Front démocratique pour la réunification de la patrie est presque unanime (ce qui sonne très fort l'alarme).

Limiter la démocratie

Une idée fausse courante sur la démocratie est qu'elle donne à la majorité le droit de faire ce qu'elle veut. Mais un peu de réflexion montre que c'est manifestement une erreur. Comment un simple succès électoral peut-il donner à un parti majoritaire le droit de confisquer les maisons, les entreprises et les richesses de la minorité, par exemple? Ou pour les emprisonner ou les expulser, les torturer ou même les massacrer? Les êtres humains ont des valeurs plus élevées que la règle de la majorité - telles que le caractère sacré de la vie, la liberté et la propriété des gens. Le fait qu'une majorité décide de violer ces valeurs ne rend pas son action moralement ou politiquement juste.

Il y a environ 2400 ans, les penseurs de la Grèce antique tels que Platon et son élève Aristote l'ont compris. En effet, ils considéraient la démocratie comme une forme de gouvernement très dangereuse, et pas seulement parce qu'ils étaient de riches aristocrates. La démocratie pourrait trop facilement devenir le règne de la foule, sous laquelle la vie ou les biens des personnes ne seraient en sécurité. «Là où la justice n'est pas souveraine», écrivait Aristote (350 avant JC) dans sa Politique, «le peuple devient un monarque» et «vise le pouvoir unique et devient comme un maître».

Deux millénaires plus tard, les 55 propriétaires terriens, esclavagistes et autres personnalités éminentes qui ont rédigé la Constitution des nouveaux États-Unis d'Amérique avaient des préoccupations similaires. Ils ont créé, non pas une démocratie à la grecque dans laquelle tout serait décidé par le peuple, mais une république démocratique dans laquelle le peuple élirait des représentants pour prendre des décisions en leur nom. Ils ont soigneusement conçu le processus de prise de décision pour limiter le pouvoir de ceux qui étaient au pouvoir pour protéger spécifiquement les individus et les minorités - bien que malheureusement ils n'aient pas étendu la protections qu' au quart de la population qui était des esclaves ou des Amérindiens.

La nécessité pour les institutions démocratiques de servir nos valeurs plutôt que de dicter nos vies est la raison pour laquelle la forme la plus authentique de démocratie (au sens moderne), et celle qui capture le véritable esprit de l'idée démocratique, c'est ce que l'on appelle la *démocratie libérale*. Ceux qui la préconisent estiment que l'objectif fondamental de la démocratie n'est pas de restreindre ou de contrôler les gens, mais de les libérer. Pour ces libéraux (au sens européen du terme), le gouvernement n'est pas créé pour forcer les individus à faire tout ce que la majorité juge `` juste ", mais pour garder tout le monde aussi libre que possible et pour minimiser l'usage de la force et de la coercition - que ce soit par d'autres personnes ou l'État (Butler 2015a).

Mais cette paix et cette liberté exigent que la règle de la majorité soit limitée. Dans une démocratie véritablement libérale, disent les libéraux, pas même une majorité écrasante - mille contre un, par exemple - ne peut faire ce qu'ils veulent: la majorité doit toujours respecter et défendre les droits et libertés fondamentaux de tous les individus. Ces droits et libertés ont la priorité sur l'opinion majoritaire, raison pour laquelle le gouvernement existe pour de les protéger.

Les libéraux s'entendent moins sur ce que sont précisément les droits des individus et d'où ils viennent. Néanmoins, les droits individuels semblent être plus étendus et mieux protégés dans les démocraties relativement libérales qu'ailleurs. Cela, soutient l'économiste politique américain Jayme Lemke (2016), peut être dû à la concurrence entre différents systèmes politiques, incitant les gens à migrer vers des juridictions plus libres qui respectent l'individualité de leurs citoyens.

L'attrait de la démocratie

Ceux qui soutiennent la démocratie, soutiennent que les lois ne devraient pas être faites sur le caprice d'une élite (comme un roi ou un dictateur) ou d'un groupe (comme une famille dirigeante ou une aristocratie). Au lieu de cela, le grand public devrait décider des lois en vertu desquelles il vit - ou du moins, devrait choisir qui fait la loi.

Ces choix, insistent-ils, doivent être faits sur la base de l'égalité politique, où le vote de tous compte également. Idéalement, autant de citoyens que possible devraient être autorisés à voter.

Les gens devraient être libres de réfléchir et de s'exprimer sur des questions importantes. Idéalement, les électeurs devraient être bien informés, compétents et rationnels sur leur propre gouvernance.

Et il devrait y avoir des institutions stables, fiables et honnêtes qui traduisent équitablement les décisions du public en politiques.

Ces idéaux démocratiques semblent puissamment attractifs. Après tout, qui n'aimerait pas avoir son mot à dire sur la façon dont ils sont gouvernés, plutôt que de laisser quelqu'un d'autre décider des événements à leur place? Qui ne voudrait pas être épargné par la force brutale des dictateurs? Qui n'aimerait pas penser que son opinion compte et qu'elle est équitablement comptée?

En effet, ces idéaux démocratiques sont si largement attrayants que, malheureusement, presque tous les gouvernements prétendent les chérir, qu'ils le fassent ou non.

Être qualifié de «démocratique» est une marque de respect et d'approbation. Comme l'a noté le romancier et critique anglais du XXe siècle George Orwell (1946): «Il est presque universellement ressenti que lorsque nous appelons un pays démocratique, nous le louons; par conséquent, les défenseurs de tout type de régime prétendent qu'il s'agit d'une démocratie... ».

Le résultat est que le mot «démocratie» perd alors son sens.

Les partis majoritaires considèrent que la victoire aux élections «démocratiques» leur donne le plein pouvoir de persécuter les autres, de piller les fonds publics pour leur propre bénéfice et de donner des emplois et des contrats gouvernementaux à leurs copains. Les dictateurs emprisonnent leurs opposants politiques et organisent des élections simulées qui leur donnent 100% des voix, puis se disent «élus démocratiquement».

Dans de nombreux endroits, le simple fait de critiquer les dirigeants du gouvernement et leurs politiques peut vous faire arrêter pour trahison. De tels abus sont offensants pour l'idée même de démocratie.

Plus, de problèmes de compréhension

Outre ces distorsions délibérées et cyniques du sens du mot, il existe également des malentendus authentiques et largement répandus sur ce qu'est réellement la démocratie et sur son fonctionnement. De nombreuses personnes en Asie, par exemple, rejettent la démocratie comme source de conflits, d'indécision et de court-termisme.

Ils négligent sa force, sa popularité et sa résilience. De nombreux Occidentaux, en revanche, pensent que la démocratie est la seule clé de la prospérité, de la liberté, de l'égalité et de la paix. Leur vision de la démocratie est si optimiste qu'ils ne voient pas ses problèmes et ses limites.

En effet, l'adulation de la démocratie est peut-être la plus grande menace qui pèse sur elle. Ses passionnés revendiquent souvent la démocratie comme le meilleur système de gouvernement parce qu'elle repose sur l'approbation de la majorité. Mais si le vote à la majorité est vraiment le meilleur moyen de prendre des décisions, pourquoi ne devrions-nous pas l'utiliser pour chaque décision?

L'argument persuade beaucoup que nous devrions; mais le triste résultat est que les décisions quotidiennes qui étaient autrefois laissées aux individus - comment ils vivent, ce qu'ils mangent ou boivent, même ce qu'ils pourraient dire en public - sont de plus en plus soumis à ce que l'opinion majoritaire permettra.

Selon les libéraux, cela alourdit la démocratie d'une tâche pour laquelle elle n'est pas conçue. La démocratie, disent-ils, n'a jamais eu pour but de faire plus que de prendre les quelques décisions collectives que les gens ne pouvaient pas prendre individuellement - comme la défense mutuelle. Il a été développé pour sauvegarder les droits des individus et non-pour les restreindre au gré de la majorité. Elle visait à élargir les libertés des gens, pas à les réduire. Elle a été créée pour minimiser la coercition sur les gens, pas pour la légitimer.

Le besoin de clarté

En vénérant les avantages de la démocratie, il est facile de perdre de vue ses limites. La prise de décision à la majorité n'est pas la réponse à tous les problèmes. Il s'agit simplement d'une méthode plausible pour prendre les décisions (relativement peu nombreuses) qui ne peuvent être prises que collectivement.

Les libéraux soutiennent que la démocratie n'est pas un moyen de subvertir ou de supplanter les (très nombreuses) décisions que les individus peuvent parfaitement bien prendre eux-mêmes, et qu'elle ne fonctionne que là où cette liberté est respectée.

Il y a aussi un énorme fossé entre l'idéal de la démocratie et la réalité imparfaite du processus politique à travers lequel elle fonctionne. Lorsque la prise de décision à la majorité est sur-élargie, alors la politique - étant une partie inévitable de la prise de décision collective - se glisse dans tous les aspects de la vie, grands et petits, polluant l'idée même de démocratie.

Le danger est alors que les gens deviennent hostiles à la «démocratie», ne pensant qu'à la puissance des intérêts politiques - et que nous abandonnions le système même qui pourrait nous protéger de cela.

C'est pourquoi il est si important d'être clair sur ce qu'est la démocratie et ce qu'elle n'est pas. Nous devons être en mesure d'identifier lequel des nombreux systèmes politiques qui se prétendent «démocratiques» est réellement à la hauteur des idéaux et des principes de la démocratie. Comprendre l'objectif fondamental de la démocratie et reconnaître ses limites.

Pour savoir quelles questions la démocratie est apte à décider et lesquelles elle ne l'est pas. Découvrir ce qui favorise un bon gouvernement démocratique et ce qui le corrompt. Accepter qu'il y a des valeurs plus élevées que nous devons défendre, même d'une écrasante majorité d'opinions.

Se rendre compte que la démocratie doit être maintenue dans ses limites. Comprendre que la démocratie repose sur des fondements moraux, culturels et institutionnels qui doivent être maintenus même s'ils sont difficiles à reproduire. Et de rester conscient que la démocratie demande des efforts considérables pour comprendre, fonctionner et préserver.

2. L'HISTOIRE DE LA DEMOCRATIE

Le mot «démocratie» est venu en français de la France du XVI^e siècle, mais ses origines sont beaucoup plus anciennes. Il y a environ 4000 à 5000 ans, les Grecs de l'époque mycénienne appelaient les groupes de population *damoi*, bien que le terme puisse provenir de *dumos*, un concept similaire de la civilisation sumérienne encore plus ancienne dans ce qui est maintenant le sud de l'Irak. En grec classique, cela devenait des *demos*, ce qui pouvait signifier «les gens» ou la «masse» des habitants les plus pauvres. Avec *kratos*, qui signifie «pouvoir» ou «contrôle», il fournit la racine du mot moderne.

Démocratie grecque

Les Sumériens qui se sont installés en Mésopotamie - le «croissant fertile» entre le Tigre et l'Euphrate - il y a environ 5 000 ans ont fondé la première civilisation connue au monde. Certains érudits affirment qu'ils ont peut-être même eu une forme précoce de démocratie et que les rois de leurs cités-États, comme Gilgamesh d'Uruk, ne détenaient pas le pouvoir total mais fonctionnaient au sein de conseils d'anciens. Cependant, les preuves sont très minces.

Encore plus à l'est, une version de la démocratie peut avoir émergé parmi les «républiques» indépendantes du sous-continent indien il y a environ 2 600 ans. Une fois de plus, leurs monarques, les Rajas, gouvernaient au sein d'assemblées délibérantes, ouvertes à tous les hommes libres, avaient une large autorité politique et se réunissaient régulièrement. Mais peu de détails existent, et les chercheurs sont également divisés sur la question de savoir si de tels arrangements étaient vraiment des exemples de pouvoir populaire.

Cependant, de nombreuses preuves montrent que la démocratie a atteint son apogée en Grèce (notamment à Athènes) il y a environ 2 500 ans. En fait, il y avait environ 1 000 petites démocraties en Grèce classique: chacune était une cité-État indépendante (la *polis* d'où vient le mot «politique»). Dans ces petites communautés, cependant, le pouvoir peut facilement s'accumuler entre les mains d'une élite restreinte.

L'idée de la démocratie était d'empêcher cela et de faire décider la politique par un groupe plus large. Ce n'est encore qu'une minorité de la population, car même dans l'Athènes «démocratique», les esclaves, les enfants, les femmes et les étrangers sont tous exclus. Malgré cela, quelque 6 000 à 10 000 Athéniens, réunis lors de réunions publiques, débattaient et décidaient de questions telles que les lois, les guerres et la nomination des fonctionnaires.

L'idéal démocratique a été formulé par l'homme d'État athénien et le général Périclès (vers 404 avant JC): souveraineté collective, égalité politique, liberté et tolérance, et respect de la loi, des autres et de ses propres devoirs. Mais la puissance et l'inconstance des assemblées populaires ont alarmé les anciens penseurs tels que Platon et Aristote.

Ils pensaient que la masse des citoyens les plus pauvres était trop mal informée et myope pour connaître leurs propres intérêts et pouvait facilement être influencée par les démagogues.

Ils craignaient que la démocratie populaire ne se transforme en une nouvelle forme de tyrannie - le règne de la foule. Et ils craignaient que la foule ne vole simplement des gens plus aisés (comme eux), affirmant qu'un vote majoritaire rendait un tel vol juste et légitime. La solution de Platon était de laisser le gouvernement aux sages «rois philosophes, mais Aristote se rendit compte que de tels parangons n'existaient pas.

Il pensait que la démocratie (qui dans la Grèce antique était effectivement dirigée par les pauvres) pourrait sauver les citoyens de l'oligarchie (effectivement, gouverner par les riches) mais que la démocratie devait à son tour être restreinte par des citoyens de richesse moyenne - dont il y en avait trop peu.

La République romaine

Les penseurs de la Rome antique avaient des appréhensions similaires au sujet de la démocratie; mais au moins leur version était restreinte par un cadre institutionnel. Bien que plus tard elle soit remplacée par la dictature des Césars, Rome était une république (du latin *res publica* ou «chose du peuple»).

Une république est un système de gouvernement qui fonctionne selon un ensemble de règles qui spécifient comment elle fonctionne et les limites de ce qu'elle peut décider. Ces règles - parfois écrites explicitement dans une constitution - sont là pour restreindre le pouvoir des dirigeants et protéger les minorités et les individus contre des décisions arbitraires. Une république peut être «démocratique» (le grand public pouvant nommer des législateurs pour les représenter) ou elle peut être «oligarchique» (dirigée par une élite autosélectionnée); mais les deux restent limités par les règles acceptées.

La République romaine avait des caractéristiques démocratiques et oligarchiques. Cela n'a jamais vraiment été une «chose du peuple». Ses deux consuls avaient un pouvoir quasi monarchique et étaient élus, non-par le peuple, mais par un comité d'aristocrates. Le Sénat était également un corps aristocratique, non élu par le public. Mais les électeurs éligibles - les hommes cives (citoyens) - pouvaient choisir (et surtout, révoquer) certains autres fonctionnaires importants tels que les tribuns, qui pouvaient opposer leur veto à la législation, et les magistrats qui la faisaient appliquer.

L'implication populaire était encore plus limitée en temps d'urgence, lorsque le Sénat et les consuls pouvaient nommer des dictateurs - des individus dotés d'un pouvoir de gouvernement total mais temporaire. Il ne fallut pas longtemps avant que les dictateurs se transforment en empereurs, conservant le pouvoir à vie. Et si les premiers empereurs tenaient à conserver les attributs institutionnels de l'ancienne République, il n'y avait aucun doute sur la véritable place du pouvoir.

La période médiévale

L'Althing islandais, créé vers 930 et toujours en activité, prétend être le plus ancien parlement du monde. Il était ouvert à tous les hommes libres, qui se réunissaient chaque année avant le «Law Rock» à Thingvellir. Une personne, le Lawspeaker, récitait les lois existantes (ce qui suggère qu'il y en avait heureusement peu) et il y avait un débat général. Pourtant, seuls cinquante citoyens éminents ont effectivement décidé des lois.

En 1215, le roi tyrannique d'Angleterre Jean fut confronté à ses nobles, qui lui demandèrent d'accepter la Magna Carta - une «grande charte» qui limitait les pouvoirs du roi et exigeait en particulier l'assentiment des barons à de nouvelles lois et taxes. Cela est devenu la base sur laquelle le parlement anglais serait construit (Butler 2015b).

Ailleurs en Europe à la même époque, des villes commerçantes avaient commencé à émerger, chacune établissant ses propres règles. Cela a posé un défi à l'autorité prétendument donnée par Dieu des monarques; mais l'idée grandit que les décisions devraient être prises par consensus populaire local et non-par un dirigeant central tout-puissant.

À la fin des années 1400, les cités-États italiennes pouvaient raisonnablement être appelées républiques. Plus précisément, il s'agissait d'oligarchies constitutionnelles: alors que la gouvernance était centrée sur de petits groupes plutôt que sur l'ensemble du public, la prise de décision était encore soumise à des règles acceptées.

Et l'importance de l'opinion publique sur le processus politique était bien reconnue: dans son travail influent sur la gouvernance, le diplomate et philosophe Niccolò Machiavelli (1513) a informé les oligarques au pouvoir que leurs États seraient beaucoup plus forts s'ils emportaient le peuple avec eux.

Le début de la période moderne

En Europe du Nord, en particulier dans les économies commerciales libérales comme les Pays-Bas, le pouvoir politique est également devenu moins centralisé. La montée des idées démocratiques a été encore favorisée par la Réforme des années 1500 et 1600, mettant l'accent sur l'égalité devant Dieu et promouvant l'éducation et l'alphabétisation: les bons protestants devaient être capables de lire la Parole de Dieu pour eux-mêmes, plutôt que de s'appuyer sur l'autorité du clergé.

Dans les îles britanniques, la lutte entre les monarques tout-puissants (autocratiques) et les idées démocratiques s'est transformée en véritable guerre civile dans les années 1640, lorsque le roi Charles Ier a tenté d'augmenter les impôts sans le consentement du Parlement. En 1647, les «Niveleurs», qui s'opposaient à tous les privilèges aristocratiques, débattirent de ce qui devait le remplacer.

Ils ont appelé à un ensemble d'institutions étonnamment modernes: un gouvernement démocratique, avec suffrage universel (quoique uniquement masculin), des élections fréquentes et des limites électorales équitables, l'égalité de traitement devant la loi, la tolérance religieuse et aucune conscription forcée.

Mais en arrivant au pouvoir après avoir déposé Charles, le chef du «Parlement» Oliver Cromwell s'est avéré non moins autocratique que le monarque qu'il a remplacé: il a fait arrêter les Niveleurs et imposé douze ans de régime militaire.

Cette agitation a suscité de nombreuses réflexions sur les origines et le but du pouvoir gouvernemental. Le philosophe anglais du XVIIe siècle Thomas Hobbes (1651) a suggéré que le gouvernement est issu d'un «contrat social» que les individus auraient accepté afin de les épargner de l'agression mutuelle et de la cupidité. Il pensait que les souverains, en tant que «chef» de ce nouvel ordre, devraient avoir le contrôle, tout comme le fait la tête d'un corps.

Il n'y a pas de droit de se rebeller, car toute contestation de l'autorité peut ramener la société à l'état de guerre. Cependant, un philosophe anglais ultérieur, John Locke (1689) a utilisé la même idée de «contrat social» pour proposer une approche tout à fait différente. Il a envisagé que des individus mettent en place un appareil d'État spécifiquement pour protéger leurs droits individuels et étendre leurs libertés.

Par conséquent, le seul pouvoir que l'État avait sur eux était simplement le pouvoir que les individus lui avaient volontairement transféré afin de se protéger. Les rois existaient pour servir le peuple: ils ne pouvaient pas faire ce qu'ils jugeaient bon. Et le peuple avait le droit de renverser un monarque qui trahissait la confiance du peuple et dirigeait tyranniquement.

D'ici là, un autre monarque, James II avait été évincé. La monarchie n'a été rétablie que lorsque le futur roi Guillaume III a accepté de respecter l'autorité du Parlement et du peuple, telle que définie dans la Déclaration des droits (1689). Le pouvoir du monarque étant limité par cet arrangement constitutionnel, la Grande-Bretagne est devenue une monarchie constitutionnelle.

On l'appelle encore comme tel aujourd'hui - bien que, puisque les pouvoirs du monarque sont désormais encore plus limités et que l'autorité principale réside dans un Parlement élu par le grand public, il serait plus juste d'appeler la Grande-Bretagne moderne une *démocratie constitutionnelle*.

Républicanisme constitutionnel

Les idées de John Locke ont eu une grande influence sur les fondateurs de ce qui allait devenir les États-Unis d'Amérique. Comme lui, ils ont rejeté le pouvoir arbitraire des monarques - énumérant en détail les «abus et usurpations» du roi George III dans la Déclaration d'indépendance (1776). Ils ont insisté sur l'égalité politique, mais craignaient toujours que la démocratie ne soit dangereuse car elle pourrait facilement sombrer dans le règne de la foule.

Ils ont débattu de la question, concluant que l'implication populaire dans les affaires publiques n'était qu'une partie d'un bon gouvernement. Ce dont ils avaient besoin, c'était d'une république - un gouvernement soigneusement construit selon des règles et des principes, où les décisions seraient prises par des représentants élus par le peuple, mais où ces représentants seraient liés par les mêmes lois que tout le monde, leurs pouvoirs étant limités et défini dans une constitution écrite.

La démocratie n'est pas la liberté. La démocratie, c'est deux loups et un agneau qui votent sur ce qu'il faut manger pour le déjeuner. La liberté vient de la reconnaissance de certains droits qui ne peuvent être pris, même pas par un vote à 99%.

- Marvin Simkin (1992) «Droits individuels», Los Angeles Times

Le philosophe français Montesquieu (1748) avait soutenu que la démocratie ne pouvait jamais bien fonctionner parce que les gens faisaient passer leurs propres intérêts avant l'intérêt général. En particulier, ceux qui ont le pouvoir en abuseraient - un point qui préoccupe particulièrement Locke, les Américains et beaucoup de ceux qui les ont suivis.

Le seul antidote à l'abus de pouvoir de la part des dirigeants, pensa Montesquieu, était le contrôle et l'équilibre: contrôler tout pouvoir avec un pouvoir d'équilibrage. Et quarante ans plus tard, ces idées ont éclairé la nouvelle Constitution des États-Unis, avec sa séparation des pouvoirs, ses collèges électoraux, ses limites d'autorité et d'autres dispositifs visant à créer un gouvernement représentatif limité. (Bien que ces droits et protections politiques n'aient pas été étendus aux quelque 800 000 esclaves et autochtones qui y vivaient à l'époque).

Les choses étaient encore différentes en France. Là-bas, le règne de la terreur (1793-4) qui a suivi la révolution de 1789 a confirmé aux fondateurs américains qu'ils avaient raison de s'inquiéter du glissement potentiel de la démocratie dans le chaos.

La croyance des révolutionnaires français selon laquelle leur oligarchie élective pouvait être guidée par la «volonté générale» du public était erronée; il n'y avait que des désaccords et des disputes, soutenus par la violence.

La Terreur a conduit le théoricien politique anglais Edmund Burke (1790) à se plaindre, dans ses Réflexions sur la révolution en France, que: «Dans une démocratie, la majorité des citoyens est capable d'exercer les oppressions les plus cruelles sur la minorité».

Démocratie libérale

En 1835, un autre penseur français, Alexis de Tocqueville, publie *Democracy in America*. Le succès apparent de la république américaine, a-t-il conclu, n'était pas uniquement dû à sa décentralisation, à son équilibre des pouvoirs, à son autorité décentralisée («fédéralisme») et à d'autres caractéristiques constitutionnelles, aussi cruciales qu'elles soient. La culture morale et sociale de l'Amérique, pensait-il, était également vitale.

La société civile - la profusion d'églises, d'organisations caritatives, de clubs, de groupes d'entraide et d'associations communautaires aux États-Unis - a servi à éduquer et à modérer le public électoral.

L'intérêt commun et la décence, a-t-il conclu, pourraient freiner le glissement vers le règne de la foule; mais ils devaient faire partie de la culture pour pouvoir travailler.

Le grand philosophe anglais du XIXe siècle John Stuart Mill a ensuite exposé les principes de la démocratie libérale moderne (1861). Comme les Grecs, il craignait la tyrannie d'une majorité ignorante et inconstante dirigée par des intérêts particuliers et des démagogues charismatiques.

La démocratie directe n'était pas non-plus possible dans le monde d'aujourd'hui, où les communautés sont beaucoup plus grandes que l'Athènes antique et où il est impossible de réunir tous les citoyens. Le seul système viable actuellement, pensait-il, serait un gouvernement représentatif. Mais les représentants ne doivent pas être de simples délégués, nommés simplement pour faire écho aux préjugés de leurs électeurs. Au contraire, ils devraient penser et agir de manière indépendante et responsable, même si cela signifiait rejeter l'opinion populaire.

Comme Edmund Burke (1774) l'avait dit plus tôt, dans son «Discours aux électeurs de Bristol»: «Votre représentant vous doit, non seulement son industrie, mais son jugement; et il trahit, au lieu de vous servir, s'il le sacrifie à votre avis ».

Pourtant, dans tout système de gouvernement, les droits et libertés des individus passent avant tout et doivent être protégés, a insisté Mill. Il ne pensait pas que les droits étaient en quelque sorte donnés par Dieu ou faisaient partie de notre nature, comme Locke et les Américains l'avaient fait.

Il pensait que c'étaient des règles morales que nous suivions parce qu'elles fonctionnaient. Et un gouvernement ne peut travailler et durer que s'il respecte ces droits et protège la vie, la liberté et la propriété de ses citoyens.

Dans *On Liberty*, Mill (1859) a souligné à quel point il pensait que les interventions gouvernementales devraient être limitées. Même s'il y avait une majorité écrasante en faveur de la restriction des actions des gens, «Le seul but pour lequel le pouvoir peut être exercé légitimement sur tout membre d'une communauté civilisée, contre sa volonté, est d'empêcher de nuire à autrui».

L'expansion de la démocratie ...

À présent, les principes de la démocratie libérale commençaient à se fondre, même si le propre Parlement britannique restait loin d'être démocratique.

Mais le libéralisme croissant des années 1800 a produit des demandes pour mettre fin au système électoral corrompu - dans lequel seuls les grands propriétaires fonciers pouvaient voter, où certains propriétaires terriens contrôlaient des circonscriptions parlementaires entières, et où la corruption et l'intimidation étaient monnaie courante.

Le Great Reform Act de 1832 a contribué à améliorer les choses, bien que son principal impact ait été d'élargir l'électorat, les petits propriétaires terriens et les locataires à bail ayant désormais le droit de vote. Une autre réforme, en 1867, élargit encore plus le droit de vote, pour inclure des ouvriers «respectables» à revenus modestes.

Il faudra encore de nombreuses années avant que les femmes puissent voter en Angleterre - et en fait dans la plupart des autres pays. Les pionnières du suffrage féminin se trouvaient à l'autre bout du monde, en Nouvelle-Zélande et en Australie (même si les Australiens autochtones étaient encore exclus dans certains États jusqu'à 1965).

La Finlande et la Norvège ont laissé les femmes voter avant la Première Guerre mondiale, comme l'Autriche, l'Allemagne, la Pologne, la Russie, les Pays-Bas, les États-Unis et la Suède l'ont fait peu après. Le Royaume-Uni a étendu le droit de vote aux femmes propriétaires en 1918, puis plus généralement en 1928. Mais les femmes au Portugal et en Suisse ont dû attendre les années 1970; et dans certains pays, les femmes sont toujours exclues des élections.

... Au-delà de ses limites?

L'élargissement du droit de vote, des hommes possédants à tous les citoyens, a accru la légitimité du gouvernement représentatif (désormais universellement appelé «démocratie») et a renforcé l'idée que cette méthode devrait être utilisée sur un plus large éventail de questions. Cette expansion a coïncidé avec une recrudescence de la prospérité générale, ce qui a aidé à justifier une nouvelle expansion (bien que la reprise économique soit peut-être davantage due à une adoption accrue d'idées libérales telles que le libre-échange et l'ouverture des marchés, qu'à un vote populaire).

Le vingtième siècle a vu cette «démocratie» plus légitimée à s'étendre dans de nombreux autres aspects de la vie, remplaçant les choix individuels dans des domaines tels que la santé, l'éducation, l'épargne-retraite et les dons de bienfaisance par des choix collectifs.

Au fur et à mesure de l'expansion du gouvernement, les groupes d'intérêt ont de plus en plus de possibilités d'utiliser leur influence pour obtenir des privilèges spéciaux, des subventions, des avantages fiscaux et d'autres avantages.

À la fin du siècle, une élite politique s'était formée, comprenant des politiciens, des lobbyistes, des ONG, des commissions, des tribunaux, des agences de régulation, des quangos, des médias politiques, des groupes de réflexion et d'autres - dont peu de domaines de la vie individuelle étaient exemptés.

Imaginez si toute la vie était déterminée par la règle de la majorité. Chaque repas serait une pizza. Chaque pantalon... serait en denim délavé à la pierre. Les cahiers de régime et d'exercice de célébrité seraient la seule chose sur les étagères à la bibliothèque.

- P. J. O'Rourke (1991) Parlement des putes

La mort de la démocratie?

Malgré l'apparente légitimité du gouvernement représentatif, certaines critiques voient sa réalité comme une réalité d'échec abject. Pour eux, ce que nous avons créé n'est pas la démocratie mais une oligarchie populiste électorale, dont l'intérêt personnel, la concentration à court terme et le manque de principes permettent au gouvernement de se développer sans contrôle, engendrant la bureaucratie, le copinage et les dépenses excessives imprudentes - ainsi que l'écrasement de la liberté individuelle sous opinion majoritaire.

Ils se plaignent que beaucoup de gens ordinaires en sont venus à considérer la politique comme sans importance pour eux ou hors de leur contrôle - une aliénation qui rend encore plus facile pour la classe politique de les exploiter. (Comme Périclès l'a dit aux Athéniens, ce n'est pas parce que vous n'êtes pas intéressé par la politique que la politique ne s'intéresse pas à vous.)

Néanmoins, la vie et la politique dans les démocraties relativement libérales restent beaucoup plus libres et plus ouvertes que dans les oligarchies d'autrefois. Pourtant, l'idéal démocratique peut certainement être corrompu, et pas seulement par négligence.

Même à notre époque supposée éclairée d'aujourd'hui, les gouvernements qui se prétendent «démocratiques» se livrent encore couramment au trucage des votes, à la privation du droit de vote, à la censure, à la confiscation, aux arrestations arbitraires, à la politisation des tribunaux et à la détention sans procès. La première priorité pour changer cela est d'être clair sur ce que signifie réellement la démocratie et sur les institutions et les principes qui la sous-tendent.

3. INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES

Alors que presque tous les gouvernements prétendent être des démocraties, jouissant de la légitimité que cela suggère, très peu sont à la hauteur de l'idéal. Des régimes prétendument «démocratiques» truquent les élections, étouffent les critiques en contrôlant les médias, emploient la police et les tribunaux pour persécuter les opposants et abusent du pouvoir juridique et financier de l'État pour s'enrichir et enrichir leurs copains.

Un rapport de l'Economist Intelligence Unit (2019) a conclu que seuls 22 pays, qui abritent à peine 5,7% de la population mondiale, pouvaient légitimement être qualifiés de démocraties «à part entière», et 15 d'entre eux se trouvaient en Europe occidentale. En effet, les pays qui mettent «république démocratique» dans leurs noms officiels (comme l'Algérie, l'Éthiopie, la Corée du Nord, le Laos et le Népal) ont tendance à être parmi les plus autoritaires.

Il est donc important que nous gardions une idée claire de ce qu'est réellement la démocratie, plutôt que d'être trompés par des régimes autoritaires qui se présentent à tort comme démocratiques, soit délibérément, soit par illusion d'auto-illusion. Nous devons définir les principes fondamentaux de la démocratie afin de pouvoir séparer les vraies démocraties des simulacres.

Le but et le pouvoir du gouvernement

Pour lancer le processus, nous pourrions d'abord nous demander quel est l'objectif du gouvernement, puis comment la démocratie contribue à cet objectif.

La réponse donnée par Locke, Mill et d'autres théoriciens libéraux est que, bien que les êtres humains soient des créatures sociales et s'entendent pour la plupart, ils peuvent souvent être contraints par des personnes qui sont disposées à utiliser la force pour les dominer, les voler ou les frauder.

Avoir un gouvernement permet aux individus de maximiser leur liberté en décourageant le recours à la force grâce à un système de justice organisé. Le gouvernement n'a donc pas de vie et d'identité indépendantes: il existe uniquement pour assurer la sécurité des citoyens et protéger leur liberté.

Les citoyens doivent donner au gouvernement un certain pouvoir pour atteindre ces objectifs - la capacité d'utiliser la force pour détenir et punir les contrevenants, par exemple. Cela ne veut pas dire que le gouvernement doit exercer une force énorme: mais quel pouvoir doit être exercé au nom du peuple ?

La force gouvernementale ne peut pas être utilisée pour les contrôler - cela nierait tout son objectif. L'arrangement doit être consensuel.

Et puisque les décisions du gouvernement affectent tout le monde, tout le monde devrait être impliqué dans le processus, leurs opinions comptent également. D'où la nécessité d'une sorte de système décisionnel démocratique.

Le pouvoir a tendance à corrompre et le pouvoir absolu corrompt absolument. Les grands hommes sont presque toujours de mauvais hommes, même lorsqu'ils exercent une influence et non une autorité; encore plus quand vous surajoutez la tendance ou la certitude de la corruption par l'autorité.

- Lord Acton (1887) Lettre à Mgr Creighton.

Mais comme le gouvernement a un pouvoir coercitif, il reste la menace que les membres de la majorité puissent utiliser ce pouvoir contre d'autres. En effet, étant donné que les êtres humains sont intéressés, nous devrions présumer qu'ils le feraient. «En inventant un système de gouvernement», a averti le philosophe écossais du XVIIIe siècle David Hume (1758), «tout homme doit être considéré comme un valet et n'avoir d'autre fin... que l'intérêt privé».

Deux cents ans plus tard, dans son livre de guerre *The Road to Serfdom*, le penseur anglo-autrichien F. A. Hayek (1944) a décrit la facilité avec laquelle une démocratie pouvait glisser dans le régime des gangs de la dictature totalitaire. Et en effet, lors de la pandémie Covid-19 de 2020, de nombreux citoyens de pays démocratiques ont été surpris par le pouvoir que leurs politiciens avaient pour imposer des restrictions radicales à la conduite de la vie quotidienne.

Si elle n'est pas cochée, la règle de la majorité ne donne aux minorités et aux individus aucune protection contre l'intérêt personnel de la majorité au pouvoir. Il y a donc un argument en faveur d'une démocratie libérale limitée dans laquelle les droits et libertés fondamentaux des individus l'emportent toujours sur toute décision majoritaire, et où le gouvernement n'intervient que pour les préserver (Butler 2013). Ces limitations peuvent être spécifiées formellement dans une constitution.

Cependant, certains théoriciens estiment que la menace d'une démocratie dérivant vers l'oppression, bien que réelle, est surestimée. Par exemple, l'économiste turco-américain Daron Acemoglu et son collègue britannique James Robinson (2006) ont découvert que la démocratie peut survivre et survit là où les institutions politiques, le système économique et la société civile sont solides.

De même, les politologues André Alves et John Meadowcroft (2014) ont constaté qu'en fait, les démocraties modérées avec des systèmes économiques mixtes (étatiques et privés) sont à la fois répandues et stables - tandis que les systèmes totalitaires luttent pour survivre à long terme. Tout simplement, soutiennent-ils, il y a une limite pratique à la taille d'un gang au pouvoir et de ses acolytes, car plus les exploités sont nombreux, moins il y a de citoyens productifs (et moins motivés) à exploiter.

Le rôle clé de la démocratie

En plus du fait que la démocratie est une manière vraisemblablement juste de faire des choix collectifs, les théoriciens l'ont soutenue pour d'autres raisons.

Certains prétendent que la démocratie est bonne en elle-même car c'est le seul système de gouvernement fondé sur l'égalité morale et politique. D'autres disent qu'elle produit de bons résultats tels que la participation sociale, la responsabilité personnelle, la paix ou la prospérité. Les preuves sur tout cela sont sujettes à caution.

Pourtant, il y a un avantage clair de la démocratie qui est souvent négligé. Nous avons tendance à considérer la démocratie principalement comme un moyen d'élire nos décideurs. Mais sa véritable importance est de les contenir - et de les supprimer pacifiquement.

Après tout, les législateurs ne sont pas des anges: ce sont des êtres humains, comme nous tous. Ils sont facilement tentés et corrompus par le pouvoir. Au pouvoir, ils peuvent commencer à placer leurs propres intérêts avant les nôtres. Ou peut-être qu'avec le temps, leur point de vue (ou le nôtre) change et nous sentons qu'ils ne nous représentent plus correctement.

Quelle que soit la raison, notre capacité à démettre des gens de leurs fonctions lors d'élections les empêche d'accumuler et d'abuser du pouvoir et de les maintenir concentrés sur le public qu'ils sont censés représenter.

Comme le disait le philosophe anglo-autrichien du XXe siècle, Sir Karl Popper (1945): «... il n'est pas du tout facile d'avoir un gouvernement sur la bonté et la sagesse duquel on peut implicitement compter. ... [Cela] nous oblige à remplacer la question: *Qui devrait gouverner?* Par la nouvelle question: *Comment pouvons-nous organiser les institutions politiques de manière à empêcher les dirigeants incompetents de causer trop de dégâts?* »[italiques dans l'original].

La démocratie directe

La démocratie, comme nous l'avons vue peut être directe ou représentative. Dans la démocratie directe, le grand public décide directement des questions politiques (telles que les taux d'imposition, la défense ou la politique sociale). Mais la démocratie directe est rare aujourd'hui.

La Suisse est un des pays où la démocratie directe survit. Là, l'essentiel du pouvoir politique réside dans les 27 cantons et 3 000 communes, plutôt que dans le gouvernement fédéral. Les cantons varient en taille, de Zurich, avec une population de 1,5 million d'habitants, à Appenzell Rhodes-Intérieures, avec seulement 16 000 habitants. Les référendums sont courants et les petits cantons utilisent des assemblées de citoyens.

Un autre exemple est les réunions municipales tenues dans environ 1 000 villes de la Nouvelle-Angleterre. En remontant au XVII^e siècle, ces assemblées régissent les questions locales telles que les autoroutes, les licences et les budgets - bien que la composition exacte varie. Certaines, cependant, se sont transformées en organes représentatives, les plus grandes villes élisant des délégués pour assister aux réunions municipales, plutôt que tout le monde. Et les États-nations modernes sont tout simplement trop grands pour que leurs citoyens se réunissent dans des assemblées législatives.

Ils peuvent parfois organiser des référendums - où l'ensemble de l'électorat peut voter sur une question particulière - mais c'est un moyen rapide de prendre des décisions détaillées sur les problèmes complexes liés à un État moderne .

Certains militants soutiennent que la démocratie moderne pourrait être rendue plus directe grâce au vote en ligne. Mais il faudrait encore des limites à ce que la majorité pourrait légitimement décider. Et il y a des doutes quant à savoir si le public a suffisamment d'intérêt et d'endurance pour rechercher des politiques et prendre un flux constant de décisions politiques difficiles.

Démocratie représentative

Pour des raisons comme celles-ci, la norme actuelle est la démocratie représentative - où le public ne fait généralement pas les lois lui-même, mais élit des représentants (tels que les maires, les parlementaires et les présidents) pour décider des lois et des politiques en leur nom.

Les critiques soutiennent qu'il ne s'agit pas d'une véritable démocratie, pas plus que l'embauche d'un peintre en bâtiment et que le seul rôle du public est très limité de choisir ceux qui dirigeront les choses. Mais au moins le public est impliqué dans ce choix, plutôt que de se voir imposer des dirigeants; et il reste libre de s'impliquer plus profondément, comme se présenter aux élections et participer au débat public en cours.

En outre, de nombreux systèmes représentatifs conservent encore aujourd'hui des éléments de contrôle public direct, tels que les référendums (où le grand public vote sur des questions clés), les pétitions et les initiatives (où des groupes d'électeurs peuvent forcer un vote au parlement ou convoquer un référendum) (où les représentants ne peuvent occuper leurs fonctions que pendant une durée déterminée) et le rappel (où les électeurs peuvent expulser un représentant de leurs fonctions).

Mais en général, de nombreux électeurs préfèrent laisser la politique de tous les jours à des personnes qui y consacrent plus de temps, de jugement et d'intérêt, plutôt que de devoir se pencher eux-mêmes sur chaque question. Ainsi, lorsque les gens parlent de «démocratie» aujourd'hui, ils parlent généralement de gouvernement représentatif, et c'est devenu le sens moderne du mot.

Cette utilisation est cependant source de confusion. Il regroupe en un seul mot une grande variété de systèmes différents. Il suggère également que les vertus de la démocratie directe (comme la participation du public à l'élaboration des lois) existent également dans les systèmes représentatifs, même si dans certains de ces systèmes, le grand public n'a que peu ou pas de véritable mot à dire.

Démocratie libérale

Dans le très large éventail de systèmes représentatifs se trouve la démocratie libérale. Les démocraties libérales sont des systèmes représentatifs soumis aux principes libéraux classiques. Plus important encore, ils exigent que les droits individuels - tels que les droits à la vie, à la liberté et à la propriété - soient toujours respectés: aucune décision «démocratique» ne peut les prévaloir. Mais plus largement, les pays qui sont souvent décrits comme des démocraties libérales partagent généralement d'autres caractéristiques qui contribuent à obtenir cette protection, telles que les règles juridiques acceptées sur la manière dont les décisions sont prises, les limites constitutionnelles du gouvernement, la séparation du pouvoir législatif et exécutif, et une indépendance du système judiciaire.

Ils s'ouvrent également à l'engagement du public dans les affaires publiques, telles que des élections libres et équitables dans lesquelles n'importe qui peut se présenter aux élections, des partis en concurrence, des médias indépendants et un débat politique ouvert.

Au-delà de cela, ils diffèrent à bien des égards. Quelques exemples de démocratie relativement libérale sont les monarchies constitutionnelles (par exemple, le Danemark, le Japon, l'Espagne et le Royaume-Uni) - des gouvernements dirigés nominalement par un monarque, mais un monarque dont le pouvoir est limité par des règles constitutionnelles. D'autres sont des républiques (par exemple, la France, l'Irlande et les États-Unis) où les dirigeants sont élus, mais leur pouvoir est également limité constitutionnellement. Et dans chaque système, les différents éléments constitutionnels - tels que le chef de l'État (par exemple, le monarque ou le président) et les différentes chambres parlementaires (par exemple, le Sénat ou la Chambre des députés) et les branches du gouvernement (exécutif, législatif et judiciaire) - peut avoir différents degrés de puissance.

La démocratie libérale n'est pas facile à faire. Comment cela devrait fonctionner et quels droits et libertés elle devrait donner la priorité à la prise de décision à la majorité sont des questions complexes et controversées.

Par exemple, il semble évident que la majorité dans une démocratie libérale ne devrait pas avoir le pouvoir d'arrêter, d'emprisonner ou d'exiler arbitrairement une minorité avec laquelle elle n'est pas d'accord; mais peut-elle taxer les minorités - et imposer des impôts plus élevés aux riches, par exemple? Est-elle autorisée à intervenir dans le mode de vie des gens (comme limiter leur consommation de stupéfiants, d'alcool ou de sucre) dans l'espoir de sauver les citoyens de l'automutilation? Ou dicter les choix économiques des gens (comme leur lieu de résidence ou de travail) dans l'intérêt national?

Les autorités d'une démocratie libérale devraient-elles pouvoir suspendre certaines libertés en temps de guerre ou de pandémie, ou espionner les communications de leurs citoyens afin de lutter contre la menace du terrorisme?

Il n'y a pas de réponses simples par oui / non à de telles questions. Bien que la démocratie libérale soit remarquablement résiliente, son avenir ne peut être assuré que s'il existe une compréhension générale des principes qui la sous-tendent.

4. LES PRINCIPES DE LA DEMOCRATIE

L'essentiel de la démocratie libérale

Quand on regarde les pays qui sont souvent décrits comme des exemples de démocratie libérale, certaines caractéristiques et institutions ressortent.

Large franchise. La démocratie libérale repose sur un large droit de vote et un statut politique égal: presque tous les adultes ont le droit de vote et leurs votes comptent de manière égale. Les enfants et les adultes souffrant de graves handicaps mentaux peuvent être exclus en raison de leur incapacité à voter; et dans certains pays, les détenus (et même les criminels libérés) peuvent être exclus au motif que leur criminalité les rend inaptes à participer aux affaires sociales. Sinon, tous les citoyens sont inclus.

Cependant, savoir exactement qui compte comme citoyen est une question de débat. Une fois, seuls les hommes possédants étaient considérés comme ayant une participation suffisante dans un pays pour voter de manière responsable. Pour des raisons similaires, certaines personnes refusent aujourd'hui le droit de vote aux immigrants récents et aux résidents temporaires.

Un autre problème est qu'un territoire peut être occupé par des populations différentes, divisées par leur sens de la nation (par exemple, les Russes en Ukraine), la langue (par exemple, les francophones au Canada), la race (par exemple, en Afrique australe) ou la religion (par exemple, en Somalie, en Bosnie, en Irak, au Pakistan et bien d'autres).

Chaque groupe peut rejeter le droit des autres de prendre des décisions collectives qui les concernent. Les principes libéraux rendraient la définition de la citoyenneté aussi inclusive que possible; mais les règles de citoyenneté doivent également être claires et généralement acceptées - ce qui peut être difficile à réaliser.

Élections ouvertes. Les démocraties libérales permettent à quiconque de se présenter aux élections. Là encore, les enfants, les prisonniers ou les personnes handicapées mentales peuvent être exclus. Mais les candidats ne sont pas exclus en raison de leur parti, de leur religion, de leur classe, de leur famille, de leur groupe ethnique ou de leur sexe. Les dirigeants n'ont pas non-plus le droit de déclarer leurs opposants inaptes à exercer leurs fonctions. Une démocratie libérale fait confiance à ses citoyens pour prendre leurs propres décisions quant à savoir qui est apte à les représenter.

Les élections dans une démocratie libérale sont fréquentes, libres et équitables. En ce qui concerne la fréquence, les différents pays ont des points de vue différents sur la fréquence à laquelle les élections aux différents postes doivent avoir lieu. Les États-Unis, par exemple, élisent des représentants tous les deux ans, des présidents tous les quatre et des sénateurs tous les six. La France a élu son président tous les sept ans jusqu'à ce qu'un référendum de 2000 le ramène à cinq. Et de nombreux endroits imposent des limites au nombre de mandats que les élus peuvent servir.

Ce qui compte, c'est que les élections soient suffisamment fréquentes et les mandats suffisamment courts, d'abord pour empêcher quiconque d'accumuler le pouvoir autocratique, et ensuite pour convaincre la partie vaincue qu'il vaut la peine d'attendre pacifiquement les prochaines élections plutôt que de recourir à la violence.

Les élections libres sont celles où les électeurs peuvent voter et choisir pour qui voter, sans être intimidés. Cela nécessite à son tour le recours à de véritables scrutins secrets. Les démocraties libérales emploient souvent des comités de surveillance indépendants pour s'assurer que ces conditions sont remplies.

Les élections justes sont celles où les individus et les partis ont le même droit de se présenter aux élections, de faire campagne et de tenir des réunions pacifiques, où les limites électorales sont décidées objectivement par des comités indépendants (pas par les politiciens au pouvoir), où les votes sont comptés avec précision et où ces votes déterminent le résultat. Pourtant, les pays ont des points de vue différents sur les spécificités de ce qui est considéré comme «juste».

Le Royaume-Uni a des limites basses sur les dépenses électorales, par exemple, mais pas sur les dons aux partis politiques; tandis que les États-Unis ont des limites sur les dons mais pas sur les dépenses.

Débat libre. Des élections libres et équitables ne fonctionnent que si les questions peuvent être librement soulevées et débattues. Cela implique un droit à la liberté d'expression - y compris le droit de critiquer ceux qui sont au pouvoir sans être accusés de sédition ou intimidés. Cela implique des médias libres, non contrôlés par l'État au profit de ceux qui sont au pouvoir. Et cela exige que les gens puissent accéder à des informations précises sur le gouvernement - pas un monopole d'État sur les informations officielles.

Représentation honnête. Ceux qui prennent leurs fonctions doivent être véritablement responsables devant le public - avec des tribunaux, des juges et des fonctionnaires indépendants et impartiaux auxquels les citoyens peuvent faire appel s'ils estiment que les représentants outrepassent leurs pouvoirs ou violent les droits des citoyens. Il pourrait même y avoir des dispositions de rappel pour révoquer les législateurs à tout moment si leurs électeurs décident qu'ils ont abusé de leur position.

Et conformément à l'objectif principal des élections, les représentants doivent respecter les résultats des élections et être prêts à se retirer lorsqu'ils sont votés. Après tout, une partie des objectifs de la démocratie libérale est de rendre les transitions politiques possibles et pacifiques. Le pouvoir de l'État ne peut pas être utilisé pour aider les titulaires à rester en fonction; au contraire, il doit être utilisé pour garantir le respect des choix des électeurs.

Droits et principes. Il est également important que les droits fondamentaux des individus soient connus, généralement acceptés, respectés et garantis par la loi de sorte qu'aucune majorité électorale ne puisse les outrepasser.

Que ces droits soient considérés comme faisant partie intégrante de l'être humain ou qu'ils soient adoptés parce qu'ils semblent fonctionner, il doit y avoir un large accord sur les droits que les personnes devraient avoir et un engagement général à les protéger.

Il est certain que différentes démocraties libérales ont des points de vue légèrement différents sur ce que devraient être ces droits fondamentaux. Tous conviennent que chacun a droit à la vie, à la liberté, à la recherche du bonheur personnel et à la propriété de la propriété. Mais les règles précises - par exemple, ce que vous êtes autorisé ou non à construire sur votre terrain, ou les infractions qui pourraient justifier que les autorités vous emprisonnent - peuvent varier.

Constitutions : La plupart des démocraties libérales ont rédigé des constitutions qui protègent les droits fondamentaux des peuples, spécifient les limites du pouvoir électif et prévoient des mécanismes tels que la séparation des pouvoirs pour le maintenir sous contrôle. Cependant, la constitution n'existe peut-être pas en tant que document unique: au Royaume-Uni, par exemple, diverses lois et conventions, de la Magna Carta en passant par la Déclaration des droits, la loi sur le Parlement et les lois sur la dévolution définissent les droits fondamentaux des citoyens et la manière dont le gouvernement devrait fonctionner.

Pour s'assurer qu'une majorité ne peut pas simplement détruire ces protections, la plupart des constitutions nécessitent une large majorité et un processus minutieux avant de pouvoir être modifiées. Les amendements à la Constitution des États-Unis, par exemple, nécessitent une majorité des deux tiers au Sénat et à la Chambre des représentants, plus les trois quarts des législateurs des États pour les approuver.

Le Royaume-Uni est une exception: en théorie, le Parlement peut modifier n'importe quelle partie de sa structure constitutionnelle - bien que, normalement, une telle proposition fasse l'objet d'un débat public très long et exigeant.

En fin de compte, cependant, même une constitution écrite ne protégera pas les droits et libertés individuels: cela nécessite un engagement culturel et intellectuel profond de la population en général.

Éléments souhaitables de la représentation libérale

Participation. En plus de ces caractéristiques essentielles, il existe d'autres caractéristiques souhaitables. Par exemple, il est jugé bénéfique d'avoir une culture de participation large, active et volontaire au processus démocratique. Cela permet à différentes idées d'être diffusées et ajoutées à la légitimité du processus - bien que les libéraux notent que ce qui légitime la démocratie n'est pas de maximiser l'engagement politique mais de maximiser la liberté et la sécurité individuelles.

Candidats. Les partis politiques sont une caractéristique utile de la démocratie car ils donnent aux électeurs une «marque» sur laquelle s'accrocher. Mais cela nécessite encore une fois de la retenue: si les partis tentent de contrôler trop étroitement leurs marques (par exemple, en dictant la plate-forme électorale de chaque candidat et en

«battant» leurs votes au parlement), les candidats perdent leur indépendance et le public se voit refuser son jugement.

Cela suggère que les candidats devraient être choisis ouvertement, plutôt que par des listes de candidats approuvés par les partis (ce qui consolide davantage l'emprise des initiés du parti sur la politique).

Fédéralisme. Dans l'idéal, les décisions devraient être transférées au niveau le plus bas possible, de sorte que ceux qui font les choix sont ceux qui en sont affectés, et non des personnes éloignées ayant une faible compréhension des circonstances locales. Mais une restriction centrale des décisions locales est souhaitable. Par exemple, si une localité particulière est dominée par un groupe ethnique ou religieux, comme c'est souvent le cas, les minorités peuvent être opprimées par la majorité. Sur une plus grande surface, les opinions sont susceptibles d'être plus mitigées et les minorités sont donc plus susceptibles d'être respectées et protégées.

Tolérance civique. À la base de tout cela, cependant, la démocratie libérale fonctionne mieux là où il y a la tolérance de la diversité des points de vue, la stabilité sociale et économique et la paix.

On peut se demander combien de ces caractéristiques souhaitables prévalent réellement dans la majorité des pays qui prétendent être des «démocraties» aujourd'hui.

Le fonctionnement de la démocratie libérale

Justice. Comme nous l'avons vu, la démocratie libérale existe principalement pour défendre et étendre la liberté personnelle et pour protéger les individus de la coercition. Il faut donc un système de justice pour dissuader et punir le recours à la fraude et à la force - y compris l'abus de pouvoir par ceux qui détiennent l'autorité.

Pour que cela fonctionne, les lois doivent être fondées sur des principes, claires et relativement stables afin qu'elles puissent être généralement comprises. Ils doivent être largement prévisibles, non arbitraires.

Le processus de justice lui-même doit également être fondé sur des principes et prévisible, selon une "procédure régulière", sans (par exemple) aucune arrestation ni détention arbitraires, et avec les accusés ayant le droit de connaître les charges retenues contre eux, faire face à leurs accusateurs dans un procès équitable et garder le silence sans que cela ne pèse sur eux.

Pour protéger davantage les droits et libertés individuels, la police, les tribunaux et les juges doivent être indépendants - non contrôlés par et ne faisant pas la promotion des intérêts des détenteurs du pouvoir politique. Par exemple, si les dirigeants sont soupçonnés d'avoir volé des fonds publics, le système judiciaire doit être en mesure de mener sans crainte les enquêtes et les poursuites appropriées. Et si les dirigeants cherchent à modifier ou à mal interpréter la constitution pour servir leurs propres intérêts, cela doit également être contré.

Droits de propriété. La démocratie libérale considère la propriété et l'utilisation de la propriété non seulement comme un droit fondamental, mais comme un rempart contre la coercition et un moteur du progrès économique. Une personne qui a investi du temps et de l'énergie dans la création d'une propriété a le droit de l'utiliser et d'en profiter. Le système de justice protège donc les biens des personnes tout comme il protège leur personne.

Les règles exactes peuvent varier d'un pays à l'autre, mais les individus doivent pouvoir exclure d'autres personnes de l'utilisation de leur propriété, utiliser librement leur propriété et la transférer par donation ou vente. Ces règles doivent être exécutoires devant les tribunaux.

Imposition. La protection de la liberté nécessite une défense et un système de justice, et la fiscalité semble un moyen raisonnable de les payer. Mais cela signifie que les biens des gens - dans ce cas, leur argent - doivent leur être enlevés, par un État qui est censé les préserver. S'appuyer sur des contributions volontaires ouvrirait un problème de «passager clandestin», où certaines personnes bénéficieraient des services de l'État sans payer.

Si les paiements obligatoires sont la seule option possible, une démocratie libérale garantit que les impôts sont bas et utilisés uniquement pour préserver les droits et la sécurité des citoyens. Cependant, la facilité avec laquelle les majorités pourraient utiliser les impôts pour exploiter les minorités (telles que `` les riches ") a conduit certains libéraux, tels que les économistes politiques américains Geoffrey Brennan et James Buchanan (1980) à soutenir que la fiscalité devrait être limitée en taille, structuré pour éviter les abus entrepris uniquement avec un consentement quasi unanime.

Liberté individuelle. Comme l'a souligné John Stuart Mill, les gouvernements n'ont d'autorité sur la vie, les libertés et la propriété des gens que pour atteindre les objectifs limités de sécurité et de liberté. Si la fonction du gouvernement est de protéger la liberté, toute restriction à la liberté individuelle doit être pleinement justifiée à l'avance. Le gouvernement ne peut pas restreindre les actions des gens de manière arbitraire ou sans une pleine considération.

Il est important de noter que la pleine considération de la politique publique signifie que les individus doivent avoir le droit de penser et de parler à leur guise, y compris de pouvoir critiquer la loi et le gouvernement sans crainte de censure ou de punition. Ils doivent être libres de se rassembler, de former des partis politiques et de faire campagne aux élections. Ces choses sont essentielles au fonctionnement d'une démocratie libérale; toute restriction à leur égard devrait être largement justifiée.

De même, les gens devraient pouvoir vivre comme ils le souhaitent. Le gouvernement existe pour protéger nos libertés et non-pour dicter notre mode de vie. De plus, avoir une diversité d'idées et de modes de vie sur lesquels s'appuyer aide la société à grandir, à se développer et à survivre. Et la liberté de contrôler sa propre vie est essentielle pour le développement personnel et moral et l'apprentissage. Une nation de chiffrements contrôlés par les autorités a peu de chances de progresser ou de survivre dans un monde en mutation.

Parce que la liberté et la sécurité sont les principales fonctions du gouvernement, nous avons tout à fait le droit de révoquer un gouvernement qui ne les assure pas - en particulier celui qui les enfreint activement. Idéalement, cela devrait se faire par des moyens pacifiques, raison pour laquelle les démocraties libérales organisent des élections. Mais nous conservons toujours le droit de nous défendre et de défendre nos biens contre les abus d'autrui, même de l'État. Un ordre politique ou social pacifique est basé sur la confiance, la coopération et la communication: pas sur la force, mais sur la liberté.

Liberté économique. La liberté économique est inséparable de la liberté personnelle. Un État qui contrôle les ressources économiques contrôle la vie. Un État qui contrôle les médias, possède les lieux de réunion, censure la publication et restreint les déplacements peut mettre à terme aux critiques et aux débats publics.

La liberté économique est en tout cas un moyen plus sûr de prospérité que le contrôle politique des ressources économiques. Comme le souligne l'auteur britannique Matt Ridley (2020), l'innovation individuelle et l'esprit d'entreprise, ainsi que l'application de nombreux esprits, sont essentiels pour que les biens et services deviennent meilleurs et moins chers. Une économie libre peut s'adapter au changement beaucoup plus rapidement qu'une économie contrôlée.

5. DÉMOCRATIES REPRÉSENTATIVES AUJOURD'HUI

Gouvernement parlementaire

Pouvoir législatif et exécutif. Pendant la plus grande partie de l'histoire, les assemblées législatives étaient des corps aristocratiques: l'idée qu'elles pouvaient être élues et représentées le grand public est beaucoup plus récente.

Le Parlement britannique, par exemple, est né d'un conseil de barons qui cherchait à freiner le pouvoir du roi. Peu à peu, des propriétaires fonciers non aristocratiques ont été ajoutés en tant que membres, mais le but des parlements médiévaux était toujours de protéger les personnes possédant des biens contre le pouvoir royal, et non de profiter aux gens ordinaires.

Après de nouveaux affrontements, une grande partie du pouvoir ancien du monarque a été repris par le Parlement lui-même. Et la Grande-Bretagne a exporté ce gouvernement parlementaire - où le pouvoir exécutif et législatif ne sont toujours pas séparé, mais où les premiers ministres et les ministres siègent à l'Assemblée législative - vers d'autres pays (y compris de nombreuses anciennes colonies actuellement dans le Commonwealth).

L'un des avantages de ce modèle est que les ministres sont directement responsables devant les électeurs. Cependant, le fait d'avoir l'exécutif au Parlement sape son rôle de protection du public contre le pouvoir exécutif. À l'inverse, une division des pouvoirs à l'américaine permet à l'exécutif d'être choisi parmi un bassin d'expertise beaucoup plus large, et son pouvoir d'être contrôlé par une législature indépendante; mais alors les ministres deviennent plus éloignés et moins responsables envers le public.

Unicaméral et bicaméral. La plupart des démocraties libérales ont développé des législatures bicamérales (à deux chambres). Le fait d'avoir deux chambres législatives permet à chacune de remettre en question et de restreindre les actions de l'autre. Leurs différends doivent être résolus avant l'adoption des lois, ce qui rend plus difficile l'abus des droits d'individus ou de petits groupes. (Cependant, certains pays avec une législature monocamérale comme la Norvège, l'Islande, le Danemark, la Suède ou la Nouvelle-Zélande, respectent fortement les droits individuels; tandis que d'autres avec une législature bicamérale à deux chambres, comme la Russie ou le Zimbabwe, ont peut-être moins de respect pour de tels idéaux.)

Si les membres de chaque chambre sont choisis par des méthodes différentes, cela peut amener un plus large éventail de points de vue dans le débat public. Par exemple, les États-Unis élisent des représentants dans des zones de population à peu près égales; mais chaque État élit seulement deux sénateurs, quelle que soit sa taille; cela permet de garantir que les intérêts des petits États sont entendus.

Les sénateurs australiens sont élus selon le système de vote unique transférable, qui produit une plus grande diversité dans cette chambre que le second tour où le système de vote préférentiel utilisé à la Chambre des représentants.

Systèmes présidentiels

Lorsque le pouvoir législatif est séparé du pouvoir exécutif, l'exécutif est souvent dirigé par un président. Le rôle du président varie. Dans certains pays comme l'Irlande, il s'agit en grande partie de cérémonies. Dans d'autres, comme les États-Unis, le président exerce de puissants pouvoirs exécutifs: entre autres, le président américain est habilité à nommer des ministres et des fonctionnaires, à proposer des budgets, à opposer un veto à la législation, à négocier des traités et même à mener des guerres.

Les présidents peuvent être élus au scrutin populaire ou choisis par les législateurs. Cependant, s'ils sont élus sur une large base populaire, ils ont l'indépendance et la légitimité nécessaires pour bloquer les mesures législatives qui pourraient menacer la liberté et la sécurité du grand public - une restriction supplémentaire et utile du pouvoir.

Monarchies constitutionnelles

Un nombre surprenant de démocraties libérales sont en fait des monarchies constitutionnelles - dans lesquelles, comme déjà mentionné, les pouvoirs du monarque sont limités par des règles constitutionnelles conventionnelles ou écrites. Ils comprennent le Royaume-Uni et les pays du Commonwealth tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Canada. L'Europe a également des monarchies limitées telles que la Belgique, le Danemark, les Pays-Bas et l'Espagne.

Les pouvoirs exacts de ces monarques varient. Mais même les monarques en grande partie cérémoniels (comme la plupart le sont) peuvent encore exercer une certaine autorité. Lors de la tentative de coup d'État de l'Espagne en 1981, par exemple, le roi nouvellement restauré, Juan Carlos, a ordonné aux militaires de retourner à la caserne - avec succès. L'importance cruciale des monarques constitutionnels n'est peut-être pas le pouvoir qu'ils possèdent, mais le pouvoir qu'ils refusent à d'autres personnes, comme les officiers de l'armée, les juges et les politiciens.

Le rôle du public

De nombreux critiques considèrent «l'ignorance des électeurs» comme un défaut fondamental de la démocratie. Mais les électeurs n'ont pas besoin d'examiner et de comprendre les détails de chaque politique eux-mêmes: leur tâche consiste uniquement à élire des représentants qui le feront à leur place. Une étiquette de parti, indiquant la position générale d'un candidat sur les questions, peut être toute l'information dont les électeurs ont besoin.

Pour les électeurs, les systèmes représentatifs présentent des avantages par rapport aux systèmes «participatifs» qui impliquent tout le monde dans la prise de décision.

Les électeurs peuvent être occupés par leurs propres préoccupations et avoir peu de temps ou d'intérêt pour les débats politiques; il est donc logique de confier la tâche à quelqu'un qui le fait. Et les électeurs peuvent très bien croire que les législateurs qu'ils choisissent ont une plus grande expertise et un meilleur jugement politique qu'eux-mêmes.

Qu'est-ce qui empêche alors les politiciens d'abuser du pouvoir de décision que leur confèrent les électeurs? À moins de révolution, c'est la menace d'une défaite électorale. Là encore, le rôle clé du public en démocratie n'est pas de choisir les dirigeants mais de les destituer.

Il est vrai que le public peut bien préférer des chefs forts et leur donner de grands pouvoirs; mais aucun leader ne peut rester fort longtemps s'il perd le consentement du peuple. Avec des élections libres et équitables, les changements de direction peuvent se faire pacifiquement. Et avec la liberté d'expression, un débat ouvert et des élections honnêtes, les politiciens doivent se disputer l'approbation et le consentement du public, et plaider en faveur de leur retour au pouvoir.

Sauvegarde du processus

Le vote n'est pas un acte très important pour un individu, bien que dans une démocratie, il décide qui forme - ou ne forme pas - un gouvernement. Mais avec le gouvernement vient le pouvoir, il y a donc toujours une menace que les groupes d'intérêts et les factions politiques peuvent utiliser la fraude, la corruption, la coercition, le trucage des votes et d'autres moyens illicites pour influencer les résultats des élections.

Plus, inquiétant encore, les personnes en poste peuvent essayer de manipuler les limites des élections, utiliser les ressources de l'État pour influencer les électeurs, utiliser les médias d'État pour saper les candidats, déployer la police, l'armée et les tribunaux contre leurs rivaux, ou simplement mentir sur le nombre de votes exprimés pour chaque candidat.

Une démocratie libérale a besoin de mécanismes pour résister à ces menaces, tels que des commissions électorales et des frontières indépendantes, un contrôle international des élections, des règles sur l'utilisation par les candidats des ressources de l'État et des médias d'État, et des sanctions en cas de fraude électorale. Cependant, la meilleure retenue est une culture qui rejette une telle corruption.

Systèmes électoraux

Il existe de nombreux systèmes électoraux différents et les commentateurs ont souvent des opinions bien arrêtées sur celui qui produit les «meilleurs» résultats. Mais ce qui est «meilleur» est une question d'opinion; en réalité, chaque système a à la fois des forces et des faiblesses.

Le système uninominal à un tour (FPTP) est un système commun, dans lequel le candidat avec le plus de voix est élu. Il est simple, facile à comprendre, rapide et produit des résultats clairs. Il fournit également aux électeurs un représentant unique à qui s'adresser s'ils ont des problèmes avec le gouvernement ou s'ils veulent exprimer leur point de vue. En revanche, si les suffrages exprimés sont partagés entre de nombreux candidats, une personne bénéficiant uniquement d'un soutien minoritaire peut être élue.

Le système favorise la politique bipartite, qui peut ne pas capturer la pleine diffusion des opinions publiques. Et si les circonscriptions électorales sont petites, le système produit souvent des sièges «sûrs», ne donnant aux électeurs du côté des perdants aucun pouvoir électoral réel.

Pour atténuer ces problèmes, divers systèmes de représentation proportionnelle ont été conçus. La première est la méthode de vote alternative. Les électeurs classent les candidats par ordre de préférence, et les candidats ayant obtenu le moins de voix sont éliminés un par un, leur deuxième préférence étant attribuée aux autres, jusqu'à ce que l'on obtienne une majorité globale.

L'avantage est que la préférence de chacun compte - du moins dans une certaine mesure. Mais alors, le système est compliqué à comprendre et à administrer. Il favorise davantage les candidats tiers que le FPTP, mais cela peut alors donner un pied aux partis extrémistes.

Une variante consiste à avoir des circonscriptions plurinominales, qui peuvent être plus grandes et donc moins susceptibles de devenir ``sûres'' pour un parti, avec des candidats élus par un système de vote unique transférable (VUT), dans lequel les candidats perdants sont éliminés jusqu'au nombre où les candidats correspondent au nombre de sièges.

Mais c'est encore plus compliqué à comprendre et à utiliser. Cela peut également laisser les électeurs qui ne savent pas qui les représente. Les candidats peuvent également être plus intéressés à s'inscrire sur une liste de parti qu'à faire appel aux électeurs.

Malheureusement, de tels systèmes proportionnels produisent souvent des gouvernements fondés sur des «coalitions de complaisance» (impliquant souvent de petits partis extrémistes), qui peuvent ne pas refléter l'opinion publique et peuvent être difficiles à éliminer. En revanche, le FPTP et les autres systèmes non proportionnels courent le risque de sous-représenter les tiers.

De nombreuses autres variantes sont courantes, telles que les systèmes de membres mixtes dans lesquels, si un parti reçoit une grande part du vote national mais remporte peu de sièges, il se voit attribuer des sièges supplémentaires attribués à partir d'une liste de candidats du parti. Mais encore une fois, cela produit des candidats plus soucieux d'obtenir une place élevée sur une liste de parti que d'attirer les électeurs.

Pour les élections présidentielles, l'Amérique utilise le système des collèges électoraux. Les électeurs ne votent pas directement pour le président, mais pour les candidats locaux qui à leur tour votent pour choisir le président.

Ceci est conçu pour empêcher les électeurs des très grands États de submerger ceux des plus petits, en veillant à ce que chaque partie du pays soit comptée; mais cela signifie aussi qu'un président ne peut être élu qu'avec une minorité des suffrages exprimés, comme Donald Trump l'était en 2016 et George W. Bush en 2000.

Pour conclure, il n'existe pas de système de vote incontestablement «équitable». Mais si le système électoral dans son ensemble est ouvert, juste et permet le changement, alors au moins les perdants pourraient accepter la défaite et être prêts à attendre une autre chance, plutôt que de prendre les armes.

Responsabilité envers le public

Les démocraties libérales - uniquement - sont tenues de rendre des comptes publics de bien des manières. Par exemple, la législature peut retarder ou entraver l'action de l'exécutif. Les tribunaux peuvent garantir que les décisions sont prises et exécutées légalement et que les droits des personnes sont protégés. Les médias et les experts indépendants peuvent débattre de la sagesse des politiques gouvernementales. Les électeurs peuvent punir les gouvernements aux urnes.

Des primaires à l'américaine et d'autres mesures de sélection peuvent aider à garantir que les candidats sont vraiment aptes à occuper des postes. Les référendums et les initiatives de vote peuvent constituer une contrainte supplémentaire pour ceux qui sont au pouvoir. Le fédéralisme, dans lequel le pouvoir s'exerce au niveau le plus bas possible (le plus bas étant l'individu), permet aux gens d'échapper à une autorité lointaine et oppressive. Et de nombreux types de groupes de citoyens ont une voix forte dans le débat national.

Une constitution est une contrainte supplémentaire utile et peut fournir une garantie précieuse des droits et libertés fondamentaux des individus. Mais le processus d'élaboration d'une constitution doit être prudent: il peut être facilement dominé par les partis au pouvoir ou détourné par des idéologues et des groupes d'intérêt qui cherchent à façonner les institutions politiques à leur propre avantage.

La tension entre démocratie et droits

La démocratie est inévitablement un équilibre entre les droits individuels et la volonté de la majorité. La démocratie libérale donne la priorité aux droits. Mais l'équilibre exact ne sera jamais stable, car il n'y aura jamais d'accord complet sur les détails.

Ce que les gens ont le droit de faire ou de dire en public, de construire sur leurs terres ou de dépenser leur argent (comme le jeu, la prostitution, la drogue ou l'alcool) sont des sujets de débat. Les droits ne sont pas incontestables: ils sont une expression politique de principes moraux - sur lesquels les gens ne sont pas d'accord. La tâche des libéraux est de garantir que, dans la mesure du possible, la prétendue légitimité des décisions de la majorité ne soit pas autorisée à étouffer les libertés de la minorité - et, en fin de compte, de tout le monde.

6. LES AVANTAGES DE LA DÉMOCRATIE

Empêcher l'accumulation de puissance

Le plus grand avantage de la démocratie libérale est peut-être qu'elle permet au public de changer pacifiquement ses dirigeants, sans avoir à recourir à la violence. Pour les régimes autocratiques, la menace de rébellion et de révolution est toujours une préoccupation majeure, et ils maintiennent généralement de grandes armées pour l'empêcher. Mais ces militaires pourraient aussi être utilisés plus généralement pour étouffer les critiques et consolider le pouvoir.

Les fréquents changements de direction, en revanche, aident à empêcher les dirigeants ou les factions politiques d'accumuler et de consolider le pouvoir. Et même si un gouvernement devient impopulaire, il est encore moins susceptible de constituer des forces répressives car la menace d'une révolution violente est moindre lorsque les élections sont fréquentes. Avec la paix qui règne, l'effort et l'attention humains peuvent alors être tournés vers des activités plus productives et enrichissantes.

Absorber le changement

Les démocraties libérales sont adaptatives. Elles sont capables de s'adapter aux changements d'événements et d'attitudes du public. Elles peuvent le faire mieux que la plupart des autres systèmes, car elles ne sont pas liées par une vision ou une idéologie unique ou par un ensemble de préjugés sur le fonctionnement de la société. L'idéologie et les préjugés favorisent une manière fixe de faire les choses et résistent à tout changement ou dérogation à cela; mais la démocratie libérale embrasse le changement et en fait bon usage.

Par exemple, la démocratie tolère de nombreuses idées et modes de vie différents. Ainsi, lorsque les circonstances changent, nous avons de nombreuses options pratiques qui peuvent nous aider à surmonter, absorber, détourner ou utiliser les changements à leur avantage. Et au fil des ans, l'opinion publique peut changer sur de nombreuses questions importantes - telles que l'immigration, la protection sociale, la nécessité d'une intervention militaire ou les droits des transgenres; les débats et les décisions démocratiques changent simplement avec ces mouvements. La démocratie est un système pour tout type de société.

Avec la tolérance, l'ouverture, la diversité et le sens du compromis des démocraties libérales, elles peuvent paraître beaucoup plus faibles et moins concentrées que les régimes autocratiques face à des menaces et des bouleversements majeurs tels que les guerres et les catastrophes naturelles. Mais ces mêmes qualités leur confèrent également une résilience et une force surprenantes - comme l'ont découvert par le passé des dirigeants fascistes et autocratiques.

Parler de nos valeurs

Un autre avantage que de nombreux commentateurs voient dans la démocratie libérale est qu'elle embrasse et consacre d'importantes valeurs humaines, telles que l'égalité politique des individus. Bien qu'ils puissent différer par d'autres moyens, tels que le revenu ou la richesse, chaque citoyen peut participer au processus électoral.

Ils sont libres d'être électeurs, membres de partis, candidats ou militants sans crainte de discrimination ou de répression. Peu importe qu'ils soient riches ou pauvres, qualifiés ou non qualifiés, urbains ou ruraux, nés hauts ou bas, ou quelles que soient leur appartenance ethnique ou leur religion, leur couleur, leur classe ou leur famille ou leurs opinions sur la politique. Politiquement, leurs opinions comptent également.

D'autres observateurs louent le fait que la démocratie peut encourager la participation à la société - ou à tout le moins, elle n'exclut personne de participer à la politique parce qu'une personne au gouvernement les considère comme non qualifiés, indignes, perturbateurs ou traîtres.

Dans une démocratie, la population n'est pas non-plus divisée en personnes jugées aptes à gouverner et celles considérées comme aptes uniquement à être gouvernées - un préjugé remarquablement courant dans d'autres régimes. Sous la démocratie libérale, chacun est libre de devenir un citoyen actif et de se présenter aux élections, et la grande masse du peuple décide de ce qui lui convient le mieux.

Cette implication généralisée dans les affaires sociales favorise également le développement intellectuel, moral et politique des citoyens, affirment ses partisans. Cela donne aux gens à la fois l'opportunité et l'incitation à réfléchir et à débattre des choix politiques et moraux, et aux actions politiques susceptibles de les résoudre le mieux.

Promouvoir une politique honnête

La démocratie libérale signifie que nous vivons sous des gouvernements et des lois que nous choisissons nous-mêmes - au moins dans une certaine mesure - plutôt que sous le pouvoir de dirigeants qui nous sont imposés. Cela réduit le recours à la force dans la société et la nécessité de contraindre les gens à accepter les décisions gouvernementales autocratiques. C'est une méthode plus consensuelle et pacifique de changement politique.

Les élections justes et libres et le gouvernement ouvert qui font partie de la démocratie libérale favorisent également la responsabilité et la transparence parmi ceux qui se présentent ou qui sont élus au pouvoir. Alors que les politiciens se disputent l'approbation du public lors des élections, leur bilan, leurs capacités et leur caractère font tous l'objet d'un examen minutieux. Ou comme l'américain H. L. Mencken (1956) l'a dit avec espièglerie: «Sous la démocratie, un parti consacre toujours ses principales énergies à essayer de prouver que l'autre parti est inapte à gouverner - et que les deux réussissent et ont raison».

Mais en plus des combats entre partis, les candidats seront examinés de près par les électeurs; leurs lacunes seront facilement signalées par d'autres; ils seront confrontés à des sondages de la part des médias et des médias sociaux; et les groupes d'intérêt les aborderont dans leurs positions politiques.

La malhonnêteté est également punie. Si les citoyens en viennent à croire que ceux qu'ils ont élus sont corrompus, inadéquats ou ont pris de mauvaises décisions, ils peuvent voter pour les révoquer - soit aux prochaines élections, soit, dans certains pays, par une pétition de rappel. Dans les systèmes autocratiques, en revanche, les mauvais dirigeants ne peuvent pas être éliminés facilement; et ceux qui sont au pouvoir s'y accrocheront souvent, et aussi à leurs politiques, même s'ils échouent.

Critique et Progrès

La tolérance qui est l'un des principes clés de la démocratie libérale permet de critiquer ouvertement les dirigeants d'un pays - ce qui n'est pas toujours sage ni même possible sous certains régimes autocratiques. À l'abri des critiques, les autocrates peuvent étouffer les scandales et s'assurer que leurs erreurs sont dissimulées ou ignorées.

On dit souvent que les parlements ne sont que des ateliers de discussion, mais la capacité de parler librement dans un tel forum ouvert est cruciale pour exposer les dirigeants et leurs idées au questionnement. Ce débat public informe ensuite les électeurs lorsqu'ils demandent des comptes à leurs dirigeants lors des prochaines élections.

C'est également un facteur important du progrès humain. C'est clairement un avantage si de nouvelles propositions de politique publique - et en fait, toutes les idées sur n'importe quel sujet - peuvent être testées dans un débat ouvert, où les gens peuvent souligner leurs forces et leurs faiblesses.

Cela permet d'améliorer les idées potentiellement bonnes et de modifier ou d'abandonner les plus faibles avant qu'elles ne causent des dommages. En exploitant la «sagesse des foules», disent ses partisans, la démocratie peut prendre de meilleures décisions politiques que des systèmes dans lesquels les décisions des autorités ne sont pas contestées et testées dans un débat public.

Protéger les droits individuels

Bruce Bueno de Mesquita et ses collègues (2003) ont constaté que les pays dotés d'institutions démocratiques de haute qualité obtiennent de bons résultats en termes de défense des droits de l'homme. Il se peut que la démocratie ne génère pas automatiquement ces avantages; il se peut que les pays qui accordent le plus d'importance aux droits croient que la démocratie les défend le mieux.

Dans tous les cas, les démocraties libérales ont généralement les plus fortes protections sur des droits tels que la vie, la liberté, la propriété, la libre association, la liberté d'expression et une participation égale au processus politique.

Si les systèmes démocratiques et le respect des droits vont généralement de pair, il subsiste une tension entre la volonté de la majorité et les droits des individus. La majorité, et leurs élus, peuvent bien croire qu'il existe de bonnes raisons de restreindre les droits des citoyens.

Par exemple, ils peuvent décider que, afin de sauver le public de la menace du terrorisme, la police et les autorités de sécurité devraient être habilitées à arrêter et détenir des individus pendant de longues périodes, à effectuer des fouilles aléatoires dans les rues et à domicile et à empêcher la publication d'informations radicales. Opinions politiques. Ou pour vaincre une pandémie, ils pourraient décider de fermer des entreprises et de confiner les gens chez eux.

Malheureusement, il n'existe pas de frontière claire entre la protection légitime de la vie, des biens et de la sécurité des citoyens et l'oppression illégitime des citoyens au nom d'un gouvernement démocratique. Toutes ces propositions visant à restreindre les droits doivent donc être examinées et évaluées avec la plus grande attention.

Paix et prospérité

On dit souvent que les démocraties ne prennent pas les armes les unes contre les autres. Ce n'est pas tout à fait vrai: ils l'ont parfois fait. Pourtant, il existe de nombreuses raisons pour lesquelles les systèmes démocratiques peuvent coexister plus pacifiquement que d'autres types de gouvernement.

Les électeurs sont généralement moins enthousiastes à l'égard des conflits armés que ne le sont les dictateurs militaires; ils ont beaucoup à perdre, après tout, et un gouvernement démocratique ne peut tout simplement pas ignorer leur vie, leur sécurité et leurs biens.

On peut soutenir que les démocraties libérales sont également plus prospères. Un bon gouvernement et la prospérité ont été en tandem au cours des deux derniers siècles. Mais il est moins clair que la démocratie crée plus de prospérité. De nombreux pays, y compris le Royaume-Uni, sont devenus riches bien avant d'avoir le suffrage universel ou de rendre leurs élections justes et honnêtes.

Donc, ce ne pouvait pas être la démocratie qui avait généré leur richesse. S'il y a un seul facteur qui favorise la prospérité, ce n'est sans doute pas la démocratie mais le respect des droits individuels, comme permettre aux gens de travailler, de produire et de faire du commerce selon les conditions de leur choix. Mais alors, les démocraties sont plus susceptibles de respecter ces droits.

Bien que la démocratie soit étonnamment robuste, elle a le potentiel de bloquer ce moteur libéral de liberté et de prospérité. La force morale d'avoir une majorité aux urnes peut donner aux gouvernements la confiance nécessaire pour exploiter les créateurs de richesse.

Cela ne fait que réduire les récompenses de l'entreprise et décourager l'invention, l'investissement et le travail acharné, tout en encourageant l'oisiveté et la consommation. Ce n'est guère une recette pour la prospérité.

Conclusion

La démocratie libérale pourrait bien avoir de réels avantages par rapport au moins à certains autres systèmes - en particulier sa capacité à s'adapter au changement et à remplacer pacifiquement les dirigeants et les politiques.

Il peut promouvoir une meilleure élaboration des politiques, protéger les droits individuels, contribuer à la prospérité et encourager la paix. Mais bon nombre de ces avantages supposés sont moins clairs qu'on ne le suppose. Et la démocratie n'est pas sans critiques.

7. CRITIQUES DE LA DEMOCRATIE

La démocratie peut avoir ses avantages, mais elle a aussi ses coûts. Cela résout de nombreux problèmes, mais cela en crée d'autres. Les critiques soutiennent que la démocratie est difficile à faire et qu'il est facile de se tromper. Son bilan de performance n'est pas parfait. La montée des partis populistes peut être la preuve que de nombreux électeurs pensent que la démocratie les sert mal.

Il est vulnérable au copinage, à la bureaucratie, au sur-gouvernement, à l'exploitation, à la myopie des électeurs (et des politiciens qui ne sont peut-être en fonction que peu de temps) et à l'érosion des droits individuels. Est-il vraiment à la hauteur de sa facturation, en pratique ou même en principe?

Les électeurs ne sont pas à la hauteur

Une question de principe est de savoir si l'électorat est une base fiable sur laquelle bâtir un système de toute législature à qui on peut faire confiance pour prendre des décisions importantes. Les signes ne sont pas bons: les électeurs sont très mal informés sur les questions politiques.

C'est peut-être parce qu'ils savent que leur vote unique n'a presque aucune chance de déterminer le résultat d'une élection. Cela peut être des millions contre un. Donc, il ne sert à rien de prendre la peine de vous informer sur les questions de politique lorsque votre vote fait peu ou pas de différence.

Quelle que soit la cause profonde, la profondeur de l'ignorance des électeurs est surprenante. Selon l'économiste américain Bryan Caplan (2007) dans *The Myth of the Rational Voter*:

Environ la moitié des Américains ne savent pas que chaque État a deux sénateurs, et les trois quarts ne connaissent pas la durée de leur mandat. Environ 70% ne peuvent pas dire quel parti contrôle la Chambre et 60% quel parti contrôle le Sénat. Plus de la moitié ne peuvent nommer leur membre du Congrès, et 40% ne peuvent nommer aucun de leurs sénateurs.... En outre, ces faibles niveaux de connaissances sont stables depuis l'aube des sondages, et les comparaisons internationales révèlent que les connaissances politiques globales des Américains ne sont que modérément inférieures à la moyenne.

Ils n'utilisent pas non plus toujours leurs votes comme le supposent les théoriciens de la démocratie - c'est-à-dire pour choisir le candidat qu'ils préfèrent. Au contraire, ils peuvent voter pour d'autres candidats, parfois radicaux, simplement pour envoyer un message de mécontentement à leur gouvernement, ou même pour faire entendre leurs opinions profondément ancrées mais ignorantes, partiales ou préjugées. (On dit que lorsque le politicien et diplomate américain du XXe siècle Adlai Stevenson II a été informé par un partisan qu'il obtiendrait les votes de toute personne réfléchie aux États-Unis, il a répondu: "Je suis heureux de l'entendre; mais j'ai besoin d'une majorité!").

Cette tendance des électeurs à voter de manière viscérale plutôt que rationnelle incite à son tour les candidats à courtiser ces préjugés. En quête de popularité et de votes,

les candidats aux élections (et les élus aussi) font appel aux préjugés des électeurs, en utilisant des slogans et des extraits sonores plutôt que des arguments réfléchis et rationnels. Tout cela, disent les critiques de la démocratie, produit des résultats électoraux et une politique publique qui est motivée par le sectarisme et l'ignorance plutôt que par les preuves et la raison.

Les candidats et les politiciens élus se plient également aux intérêts acquis des lobbyistes qui peuvent rassembler des blocs électoraux importants et engagés et dont ils comptent sur le soutien - lors d'élections, de campagnes médiatiques et parfois financièrement.

Les récompenses potentielles du lobbying peuvent être très importantes. Réussir à obtenir un avantage fiscal pour votre secteur, ou à imposer une réglementation pour empêcher vos concurrents d'entrer, ou à décrocher un gros contrat gouvernemental, et cela peut faire une énorme différence pour votre entreprise ou votre cause.

En effet, les récompenses potentielles sont si importantes que les centres gouvernementaux démocratiques - comme celui dans le «Beltway» des autoroutes autour de Washington DC ou dans le «Village» qui est la région de Westminster à Londres - sont invariablement peuplés de sociétés de lobbying et de bureaux des affaires publiques d'entreprise.

Mais le lobbying demande du temps, des efforts et de l'argent. (Un groupe de réflexion de Washington évalue le coût financier à lui seul à environ 3,5 milliards de dollars par an.) Les personnes qui font du lobbying sont donc généralement celles qui ont un fort intérêt collectif ou individuel à changer la politique publique, ou qui recherchent des faveurs spéciales et un traitement de la part du gouvernement.(les autorités.)

Leurs intérêts peuvent être (et sont souvent) très différents de ceux du grand public. Tout cela fait du lobbying une manière très coûteuse, biaisée, non représentative et irrationnelle d'influencer les décisions politiques auxquelles l'ensemble de la population devra se conformer; mais, disent les critiques, cela est inhérent à la démocratie elle-même.

La proposition de toute nouvelle loi ou règlement... doit toujours être écoutée avec une grande précaution, et ne doit être adoptée qu'après avoir été longuement et soigneusement examinée, non seulement avec la plus scrupuleuse, mais avec la plus suspecte attention. Il vient d'un ordre d'hommes dont l'intérêt n'est jamais exactement le même que celui du public, qui ont généralement intérêt à tromper et même opprimer le public, et qui l'ont, à maintes reprises, à la fois trompé et opprimé.

- Adam Smith (1776) La richesse des nations, livre I, chapitre XI

Il prend des décisions inefficaces...

Les démocraties sont généralement considérées comme mauvaises pour prendre des décisions difficiles, controversées ou urgentes. Parce qu'il y a tellement de points de vue différents en jeu, à la fois parmi le public et les politiciens, il peut être difficile de parvenir à un consensus et impossible de traiter les options rapidement.

Les urgences nationales, exigeant des réponses rapides, ne sont pas le meilleur moment pour de longues discussions parlementaires. Lorsque les pouvoirs sont répartis entre différentes chambres législatives ou entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire, il peut être encore plus long de se mettre d'accord sur une politique.

De plus, lorsque les questions sont très controversées, même si elles ne sont pas urgentes, le nombre de points de vue à réconcilier peut conduire à des débats parlementaires et publics longs et complexes. Comme l'ancien Premier ministre britannique Clement Attlee (1957) l'a exprimé de façon concise: «La démocratie signifie le gouvernement par la discussion, mais elle n'est efficace que si vous pouvez empêcher les gens de parler».

Et lorsque l'opinion est équitablement décidée, ou lorsqu'il existe de nombreuses options possibles, le processus peut même entraîner une impasse. Souvent, les choses ne peuvent être résolues que par le «commerce de chevaux» - en faisant diverses concessions, souvent non pertinentes, à différents groupes afin d'acheter leur soutien - plutôt que sur la base de preuves et de raisons.

... Et les mauvais

Il existe de nombreuses autres raisons pour lesquelles des gouvernements représentatifs démocratiquement élus pourraient prendre de mauvaises décisions. Le pouvoir de l'État permet à la majorité d'exploiter facilement les autres, notamment en leur imposant des impôts ou en confisquant leurs biens. Et lorsque les décisions de la majorité sont soutenues par le pouvoir de l'État et la prétendue légitimité d'être «démocratique», il n'y a pas de limite claire à la portée de cette exploitation.

Au pire, c'est un vol légalisé. Au mieux, la menace de taxes élevées et de confiscation décourage les gens de travailler dur et de constituer un capital productif et de la richesse. Il est également inefficace: les gens qui dépensent leurs propres revenus, disent les critiques, les dépensent probablement plus soigneusement et à moindre coût que les politiciens qui dépensent de l'argent qu'ils chassent des contribuables.

Pire encore, en faisant appel aux préjugés des électeurs, les politiciens prennent souvent des décisions manifestement préjudiciables. Presque tous les économistes s'accordent sur les mérites du libre-échange, par exemple; mais les politiciens, se pliant aux préoccupations des producteurs et du public au sujet de la concurrence étrangère, approuvent généralement des politiques protectionnistes telles que les quotas d'importation et les tarifs.

Pour eux, la menace immédiate des électeurs de se plaindre du fait que «les étrangers prennent nos emplois» l'emporte sur la prospérité plus lointaine et dispersée promise par la libéralisation des échanges.

Il a un objectif à court terme

Les mauvaises décisions sont encouragées par le fait que les carrières des élus sont courtes. Ils apprécient les éloges à court terme pour les politiques populaires, mais ils sont rarement encore en fonction assez longtemps pour être tenus responsables des dommages à long terme que ces politiques créent. Il est donc politiquement logique pour eux d'emprunter ou d'imprimer plus d'argent pour augmenter leurs dépenses, tout en laissant à leurs successeurs le soin de faire face à la dette publique ou à l'inflation qui en résulte.

Un système de gouvernement plus rationnel, disent les critiques, produirait des politiques qui viseraient et créeraient une prospérité à long terme pour ses citoyens - pas un système qui produirait des politiques motivées par le désir à court terme des politiciens d'être aimés. Un système rationnel ne permettrait pas aux personnes productives d'être taxées et exploitées simplement pour apaiser l'envie de la majorité ou le désir de la majorité d'obtenir des avantages gratuits aux dépens des autres.

Mais sans que des limites strictes ne soient imposées, les systèmes «démocratiques» font précisément cela. Au lieu d'aider à construire des investissements pour l'avenir, ils volent et dépensent des capitaux pour la consommation aujourd'hui. Cela nuit inévitablement à la prospérité à long terme de l'ensemble de la société.

Et comme presque tout le monde est impliqué dans ce processus en tant qu'électeurs, on leur dit que c'est «leur» gouvernement et que ses décisions sont «leurs» décisions. Un tel langage suggère que l'intimidation ou le vol de groupes minoritaires par la majorité est normal, légitime et n'est plus immoral - comme ce serait le cas si un autre groupe le faisait.

Il repose sur le pouvoir de l'État

Aussi mauvaises que soient les décisions d'un gouvernement élu, vous ne pouvez pas y échapper. Les décisions majoritaires sont imposées même à ceux qui ne sont pas d'accord avec elles, sous la menace d'amendes, d'emprisonnement, de révocation de licences et de permis commerciaux et de nombreuses autres sanctions. Il n'y a pas non-plus d'échappatoire: les citoyens ordinaires se voient refuser le droit de recourir à la force contre quiconque, y compris un gouvernement qui les exploite.

Il est vrai que la prise de décision démocratique aide à résoudre le problème du «passager clandestin». Tout le monde bénéficie de services publics tels que la défense et la police, il semble donc juste d'exiger de chacun qu'il contribue à ses frais. Le problème, disent les critiques, est qu'une fois que nous admettons le principe que l'État peut prendre l'argent des citoyens, il n'y a pas de point d'arrêt logique.

De même, il peut également être jugé raisonnable qu'un gouvernement soit en mesure de restreindre les droits individuels et civils en cas d'urgence - espionner ou même détenir des personnes soupçonnées de planifier le terrorisme, par exemple.

Mais, disent les critiques, lorsque l'État est doté de pouvoirs «d'urgence», il n'y a pas non plus de limite claire quant à leur utilisation. Et comme l'a noté F. A. Hayek (1979), «Les situations d'urgence ont toujours été le prétexte sous lequel les garanties de la liberté individuelle ont été érodées...».

Par exemple, la crise financière de 2007-8 a conduit les gouvernements occidentaux à prendre le contrôle des banques et à imposer une réglementation stricte à d'autres entreprises financières.

Un peu plus d'une décennie plus tard, pendant la pandémie de Covid-19, même la plus libérale des démocraties libérales a imposé des restrictions étonnantes sur les mouvements des personnes (y compris leur confinement à la maison), ainsi que la fermeture d'entreprises (telles que des gymnases, des événements sportifs, des coiffeurs et des restaurants) interdisant la vente de produits «non essentiels» et développant massivement le secteur public.

Début 2020, de nombreuses personnes étaient disposées à accepter de telles restrictions volontairement, dans l'intérêt de contrôler le virus. Mais au fur et à mesure que l'année avançait et que les restrictions se poursuivaient (ou même s'approfondissaient), le ressentiment du public à leur égard grandissait. Les politiciens se sont alors retrouvés à utiliser les pouvoirs de l'État pour imposer des contrôles à un nombre important de citoyens réticents qui se plaignaient de vivre désormais dans un «État policier».

Si les droits individuels peuvent être suspendus si facilement dans les démocraties les plus libérales du monde, affirment les critiques, nous avons raison de nous méfier des pouvoirs qu'une majorité électorale confère à nos dirigeants politiques. Quels que soient les pouvoirs que nous leur accordons, ils peuvent également être utilisés contre nous - délibérément ou involontairement.

Les politiciens peuvent ne pas comprendre l'importance vitale à long terme de solides protections des droits, ni même se rendre compte qu'ils les violent. Et même s'ils le réalisent, ils font toujours face à de puissantes incitations à court terme pour maximiser leur propre autorité.

Malgré tout cela, comme nous l'avons vu, les démocraties se sont révélées remarquablement stables. Les périodes historiques où les valeurs libérales ont prévalu au sein du gouvernement sont sans doute celles où la civilisation a progressé le plus rapidement - non seulement sur le plan économique, mais dans les sciences, la technologie, l'art, l'éducation, la littérature et bien d'autres choses. Personne ne sacrifierait volontiers un tel progrès. Le principal souci est que nous l'érodons par erreur.

Il promeut un gouvernement trop large

Les partisans de la démocratie estiment qu'elle est politiquement neutre - elle fonctionne aussi bien pour les populations qui favorisent le petit gouvernement que pour celles qui favorisent une intervention plus sociale et économique.

Mais encore une fois, la démocratie est conçue spécifiquement pour la prise de décision collective - un point qui n'a pas échappé aux marxistes comme la théoricienne polonaise Rosa Luxemburg (1899) quand elle a écrit franchement: «La démocratie est indispensable au socialisme».

Bien que les libéraux essaient de fixer des limites à la portée du gouvernement, il ne reste aucun moyen objectif de décider exactement quelles décisions devraient être prises collectivement et lesquelles devraient être laissées aux individus.

Et dans la pratique, la démocratie semble loin d'être politiquement neutre. Au début des années 1900, les gouvernements démocratiques prenaient rarement plus de 10% du revenu national; au début des années 2000, 40 à 50 pour cent étaient devenus tout à fait normaux - reflétant le volume de décisions qui sont désormais prises collectivement et non plus par des individus.

Au cours du XXe siècle, les prestations collectives ont dominé de vastes domaines de la vie - du bien-être aux soins de santé, en passant par le logement, l'éducation, les assurances, les transports, les services publics, la fabrication et bien d'autres. Peut-être qu'une telle expansion a été légitimée par l'élargissement du droit de vote, en particulier aux femmes.

Et à mesure que les budgets gouvernementaux se sont élargis à la suite de deux guerres mondiales, de plus en plus de groupes d'intérêt ont cherché de plus en plus de faveurs de l'État - ce que les politiciens, dans leur quête de votes, accordaient.

Les mêmes forces persistent aujourd'hui. Le motif de vote des politiciens, ainsi que la sagesse et la légitimité supposées du vote à la majorité, incitent même les partis libéraux "conservateurs" ou "libre marché" à étendre de plus en plus la prise de décision collective dans de plus en plus de domaines économiques, sociaux et la vie individuelle.

Les politiciens se disputent également l'attention et les votes en promouvant des projets publics de grande envergure, impressionnants mais souvent coûteux et inutiles, souvent avec de l'argent emprunté, plutôt que de préconiser une saine gestion financière.

«Notre forme de démocratie est la corruption, à la plus grande échelle», comme l'écrivait l'écrivain américain Gore Vidal dans *Armageddon* (1987). Et tout cela peut produire un gouvernement plus grand que ce que la plupart des gens veulent vraiment.

Il a des coûts invisibles

Si les avantages des systèmes démocratiques sont facilement appréciés, leurs coûts financiers, sociaux et moraux sont souvent négligés. Loin d'encourager l'harmonie sociale, disent les critiques, la démocratie favorise en fait les mauvais comportements - les partis politiques se battant comme des gangs pour attirer l'attention et la suprématie, les politiciens se concentrant sur les prochaines élections plutôt que sur la santé à long terme de la nation et les groupes de pression utilisant cyniquement le système. Pour obtenir un traitement spécial aux frais des autres.

Donc, poursuivent les critiques, il n'est pas surprenant que la démocratie nous ait donné un gouvernement plus grand, plus coûteux et plus centralisé au cours du siècle dernier. Les politiciens, les entreprises et autres groupes d'intérêt ont tous intérêt à étendre le secteur public et à en tirer plus de pouvoir ou de faveurs. Au fur et à mesure que différents groupes votent eux-mêmes plus d'avantages et en répercutent les coûts sur d'autres, y compris les générations futures, qui n'ont pas le pouvoir de résister, les impôts et la dette grimpent sans cesse.

Une démocratie est un lieu où se tiennent de nombreuses élections, à grands frais, sans problèmes et avec des candidats interchangeable.

–Gore Vidal (1991), Une vue du Diner's Club

Il n'est pas facile de neutraliser ces forces ou de déplacer la classe politique qui les contrôle. La politique a des barrières à l'entrée élevées, comme le disent les économistes: il est difficile pour les nouveaux et les petits partis de s'introduire au gouvernement, en particulier dans les systèmes de vote majoritaire à un tour. Ainsi, il y a rarement un défi significatif au copinage dominant. Mais la montée des mouvements populistes pourrait indiquer que cela est en train de changer.

8. DÉMOCRATIE SURVENTE?

La «démocratie» a acquis un statut presque mythique en tant que vecteur de paix, de prospérité, d'équité et de liberté. C'est pourquoi les dirigeants sont si désireux d'appliquer le mot à leurs propres gouvernements, même si en réalité ce sont des autocraties. C'est aussi la raison pour laquelle les gens qui vivent dans des démocraties libérales surestiment souvent les capacités de la démocratie. Nous devons regarder à travers les exagérations et voir à quel point la réalité est à la hauteur.

La démocratie est le meilleur système

On dit souvent que la démocratie est le meilleur système politique - ou du moins le moins mauvais. Malheureusement, nous aurions besoin d'essayer tous les autres systèmes imaginables pour le savoir avec certitude. Et même alors, selon quelles normes devrions-nous juger un système politique?

La démocratie est bonne pour impliquer les citoyens dans les affaires publiques, par exemple, mais elle peut être lente et indécise pendant les crises. Il peut être corrompu, mais il semble meilleur que la plupart en termes de promotion du bien-être humain, de la prospérité et de la liberté.

En effet, une enquête des économistes américains Robert Lawson, Ryan Murphy et Benjamin Powell (2020) a révélé que la démocratie est fortement associée à la liberté économique. Mais s'il doit être jugé globalement comme «le meilleur» système reste une question de jugement personnel.

Personne ne prétend que la démocratie est parfaite ou pleine de sagesse. En effet, il a été dit que la démocratie est la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres formes qui ont été essayées de temps en temps.
--

- Sir Winston Churchill (1947), Hansard, 11 Novembre

C'est la règle du peuple

La démocratie est souvent appelée «gouverner par le peuple». C'est faux. Dans les démocraties modernes, le peuple ne gouverne pas; ils choisissent leurs dirigeants. Ils ne décident pas des lois; leurs représentants les décident.

En outre, «le peuple» n'est pas un seul décideur, mais des millions d'individus ayant des points de vue différents - et souvent opposés - sur les affaires publiques. Ils sont en désaccord à la fois sur ce que devraient être les fins de la politique publique et sur la manière d'y parvenir. Ils ne peuvent pas et ne s'entendent pas sur la manière de «statuer».

La démocratie ne produit pas un consensus noble et durable: ce qui prévaut, c'est l'opinion de n'importe quel groupe qui peut rassembler plus de voix que les autres. Les critiques disent que ce processus n'est pas «gouverné par le peuple», mais plutôt comme une guerre des gangs.

C'est le gouvernement par consentement

La démocratie est dite «gouvernement par consentement». Dans une certaine mesure, c'est vrai. Mais les critiques soutiennent que la réalité de la démocratie est que les décisions législatives sont prises par les élites politiques. Le seul «consentement» du public est le peu de consentement donné par la majorité des personnes qui prennent la peine de voter à des élections généralement espacées de plusieurs années.

De plus, on ne peut pas dire que vous «consentez» si d'autres personnes prennent les décisions à votre place. Mais c'est ce qui se passe en démocratie. La majorité décide de la politique, et tout le monde doit l'accepter ou faire face à des sanctions telles que des amendes ou des peines d'emprisonnement. Même si vous votez contre eux, la majorité domine toujours votre vie et pille votre sac à main comme n'importe quel autocrate.

Le prétendu «consentement» des électeurs n'est pas non plus rationnel et éclairé. Non seulement ils ignorent les problèmes détaillés. Aucun électeur ne peut non plus prédire l'avenir. Ainsi, ils ne peuvent pas prédire exactement les performances des candidats, ni prévoir les effets plus larges (bons ou mauvais) de leurs politiques. En d'autres termes, disent les critiques, leurs votes n'ont aucun fondement rationnel.

Bryan Caplan (2007) soutient que les choses sont encore pires. Les électeurs, dit-il, ont systématiquement des préjugés et sont irrationnels. Ils pensent que les choses empirent quand elles ne le sont pas; ils estiment que la création d'emplois est plus importante que la création de valeur; ils sont biaisés contre les étrangers et en faveur de la protection des industries nationales; et ils sont excessivement influencés par des événements récents mais non pertinents, comme la médaille olympique de leur pays. Tous ces biais conduisent à des décisions politiques systématiquement irrationnelles, déformées et préjudiciables.

Tout le monde a son mot à dire

On prétend que la démocratie «donne à chacun une voix égale» sur les politiques publiques. Mais «tout le monde» n'a pas le droit de voter. Pendant une grande partie de l'histoire, même les nations les plus libérales ont refusé de voter aux femmes, ainsi qu'à celles sans propriété et aux minorités ethniques.

Et les électeurs qui choisissent de ne pas voter - souvent la moitié ou plus de la population - n'ont aucun mot à dire sur le résultat. Mais alors, même si vous votez, la chance que votre vote décide réellement du résultat d'une élection dans un grand pays est de dizaines (voire de centaines) de millions contre un.

La démocratie est la théorie selon laquelle les gens du commun savent ce qu'ils veulent et méritent de réussir.

- H. L. Mencken (1915) Quelques pages de notes

Les votes des citoyens ne comptent pas non plus de la même manière. Les votes des personnes vivant dans une circonscription électorale «sûre» - une où le même parti l'emporte toujours - comptent pour beaucoup moins que celles des personnes vivant dans une zone «marginale».

Et pour des raisons démographiques pratiques, certaines circonscriptions électorales peuvent avoir beaucoup plus d'électeurs que d'autres. Ainsi, si chaque district élit un seul représentant, les votes de ceux qui vivent dans les plus petits ont beaucoup plus de poids.

Mais la représentation peut aussi être manipulée pour des raisons politiques. Par exemple, le début de l'Union soviétique a donné cinq fois plus de représentation aux citoyens, dans un effort délibéré pour surmonter le conservatisme rural.

Les politiciens américains avaient également une longue histoire de création de circonscriptions électorales aux formes étranges afin de les protéger pour leurs collègues en place. (La carte de l'un de ces districts, créée en 1812 sous le gouverneur du Massachusetts Elbridge Gerry, en est venue à ressembler à une salamandre - nous donnant le terme «gerrymander».)

La démocratie favorise l'égalité

Les systèmes démocratiques sont souvent salués pour avoir affirmé l'égalité politique (ou «civique») et la dignité des individus. Mais d'autres systèmes peuvent aussi avoir une égalité politique; et nous pouvons toujours respecter la dignité des gens, même si nous ne les laissons pas voter.

On prétend également que la participation démocratique favorise l'estime de soi et l'expression de soi. Mais il serait étrange de construire un système de vote spécifiquement à ces fins. Nous pourrions ne pas vouloir donner le droit de vote aux prisonniers sociopathes dans le seul espoir de rehausser leur estime de soi, par exemple. Et il existe de bien meilleurs moyens de promouvoir l'estime de soi et l'expression de soi que les élections.

De même, on dit que la démocratie produit l'équité et l'égalité et empêche la domination politique et sociale des petites cliques. Pourtant, tout lieu de croire que les groupes les plus aisés ont encore une influence disproportionnée. Les hauts ministres et hauts fonctionnaires ont tendance à être plus riches que la moyenne, et il y a plus de diplômés d'écoles et d'universités chères dans leurs rangs.

En outre, les classes moyennes articulées semblent en fait bénéficier davantage que les pauvres des services publics, tels que les retraites, les écoles et les soins de santé; mais ensuite ils dominent le débat politique, ce qui les aide à obtenir des décisions politiques en leur faveur. Leur influence peut être l'une des raisons pour lesquelles, dans de nombreux pays, le secteur public s'est développé si grand - bien plus qu'il ne le faudrait si son seul objectif était de fournir de l'argent et des services aux quelques personnes qui en dépendent réellement.

La démocratie donne un sentiment de communauté

Un autre argument est que la démocratie crée un «sens de la communauté» et produit une «harmonie». Mais un sentiment de communauté ou d'appartenance est plus susceptible de provenir de la participation des gens à des clubs, des associations caritatives, des groupes de soutien aux églises et à toutes les autres institutions de la société civile.

Et si le gouvernement représentatif élu aide certainement à prendre des décisions collectives pacifiquement, il ne produit guère d'harmonie. Les élections et les débats législatifs sont des concours entre des groupes d'intérêts différents et opposés. Ils peuvent devenir très amers, car les gagnants ont le pouvoir d'imposer leur point de vue aux perdants.

Sur les marchés économiques, les gens choisissent les biens et les services pour eux-mêmes, pas pour les autres. Différentes personnes peuvent faire les choix personnels qu'elles aiment - Apple ou Android, thé ou café, rouge ou bleu - et leurs choix ne font aucune différence pour les autres. Les choix politiques, cependant, sont faits pour tout le monde.

Lorsque la majorité vote pour un groupe particulier de candidats, tout le monde doit accepter le résultat. Lorsque le parti au pouvoir décide d'une politique - pour construire une nouvelle route ou un nouvel aéroport, disons - tout le monde doit l'accepter, y compris ceux dont les maisons et les moyens de subsistance seront démolis dans le processus.

La nature contraignante des décisions politiques et le fait que les majorités peuvent prendre des décisions de grande envergure sur tant de choses signifient que les choix d'autrui peuvent avoir un effet profond sur votre propre vie et votre bien-être. Comme le note le philosophe américain Jason Brennan (2016) dans *Against Democracy*, la politique transforme vos voisins en ennemis potentiels plutôt qu'en amis. C'est tout l'opposé du «sens de la communauté».

La démocratie nous protège des mauvais dirigeants

Pendant la majeure partie de l'histoire de l'humanité, nos vies ont été gouvernées par des autocrates - seigneurs de guerre, monarques, tsars, empereurs, chefs, aristocrates, lairds, protecteurs, dictateurs et autres. Souvent, ces dirigeants avaient le pouvoir de la vie et de la mort sur nous.

Certes, les systèmes démocratiques peuvent rendre plus difficile pour les dirigeants d'accumuler du pouvoir ou d'utiliser le pouvoir de manière vicieuse et arbitraire. Mais les politiciens et les fonctionnaires ont toujours leurs propres intérêts personnels - élever leur propre statut et leurs salaires, par exemple, ou détourner des fonds publics vers leurs partisans.

Le processus démocratique leur donne le pouvoir et la légitimité apparente de se livrer à ces intérêts, même si les intérêts d'autrui sont lésés dans le processus. Cela pourrait même attirer de mauvais dirigeants, plutôt que de nous en sauver.

Nous ne pouvons pas non plus toujours compter sur la justice de la démocratie pour nous sauver. Cela pourrait nous épargner les pires et les plus arbitraires actions de nos dirigeants. Mais comme tous les monopoles, cela peut être lent et coûteux.

Et dans la mesure où elle fait partie de l'État, la justice peut être tordue pour servir les intérêts de ceux qui contrôlent l'autorité de l'État. En fin de compte, la garantie la plus sûre de nos vies, de nos biens, de notre liberté d'expression et d'autres droits fondamentaux n'est pas la démocratie ou les tribunaux, mais une appréciation générale des valeurs libérales par le public.

Si nos droits doivent survivre et que la démocratie doit nous offrir à tous ses avantages optimaux, il est essentiel que les libéraux et les démocrates expliquent ces valeurs et encouragent leur appréciation générale par le public. Et nous devons rester parfaitement conscients des failles qui existent au sein même du processus décisionnel démocratique.

9. COMMENT SONT PRISES LES DÉCISIONS DÉMOCRATIQUES

Le chancelier allemand du XIXe siècle, Otto von Bismarck, aurait dit un jour que si vous aimez les lois ou les saucisses, vous ne devriez jamais regarder l'un ou l'autre être fabriqué. Et il y a en effet de bonnes raisons de s'inquiéter de la manière dont les démocraties décident des choses.

La démocratie est censée traduire les opinions de nombreux individus en un seul ensemble de décisions collectives. Mais nous devons savoir où, comment et pourquoi ce processus pourrait être loin d'être parfait.

Élections

Les élections, par exemple, ont des limites évidentes en tant que méthodes de choix entre les candidats ou les politiques. Pour commencer, ils sont peu fréquents - parfois seulement tous les quatre, cinq ans ou plus. (Sur le marché commercial, en revanche, nous pouvons choisir nos produits préférés à toute heure de la journée.)

Le choix qu'offrent les élections aux électeurs est également très limité. Un grand nombre de questions publiques diverses et complexes sont soumises aux électeurs sous forme de paquets, présentés par peut-être seulement deux ou trois candidats. (Encore une fois, le marché nous offre le choix entre de vastes gammes de produits individuels, pas seulement quelques emballages.) Ensuite, les décisions de la majorité sont imposées à tout le monde.

Il y a aussi le paradoxe «pierre, papier, ciseaux». Les électeurs peuvent préférer un candidat à un deuxième (comme du papier sur une pierre) et ce deuxième candidat à un troisième (comme une pierre sur des ciseaux); mais alors ils pourraient bien préférer le troisième (ciseaux) au premier (papier). Pour cette raison, l'ordre dans lequel les votes sont pris peut faire une énorme différence dans le résultat.

En France et dans d'autres pays où les candidats en tête d'un premier tour de scrutin se qualifient pour un dernier tour de scrutin, par exemple, il est courant qu'un candidat mène le peloton au premier tour mais soit largement battu dans le choix binaire présenté dans le deuxième.

Les électeurs

Les électeurs ont toute une gamme de motivations différentes. Ils peuvent être des partisans à vie d'un parti en particulier, quels que soient les problèmes. Ils peuvent simplement vouloir causer de l'inconfort au parti au pouvoir. Ou ils peuvent voter uniquement sur une préoccupation locale ou personnelle, comme la fermeture d'un hôpital voisin.

Ils peuvent même ne pas voter pour ce qu'ils veulent vraiment, mais voter tactiquement, pour un candidat qu'ils n'aiment pas, afin d'en empêcher un autre qu'ils n'aiment pas encore plus. Ou ils peuvent être complètement confus sur les questions, mais se sentent toujours obligés de voter. (Un nombre surprenant ne se décide pas avant d'être dans l'isoloir avec le bulletin de vote devant eux.)

Les élections ne sont pas des processus idéaux et rationnels dans lesquels des électeurs réfléchis, informés et détachés réfléchissent attentivement aux enjeux du jour et votent pour ce qu'ils considèrent comme le mieux pour le bien à long terme du pays dans son ensemble.

Candidats

Même le politicien le plus ouvert au public doit rassembler des votes pour accéder au pouvoir et accomplir quoi que ce soit. Ce «motif de vote» est donc un moteur important pour eux, ce qui fausse à nouveau le processus décisionnel.

Par exemple, les politiciens ont tendance à se concentrer sur les électeurs «médians». Après tout, il y a beaucoup plus d'électeurs dans le centre politique que dans les extrêmes, et ils sont plus susceptibles d'être persuadés de changer d'avis que ceux des extrêmes. Mais lorsque les candidats et les partis se présentent tous au centre, cela refuse aux électeurs un véritable choix - en particulier ceux qui ont des opinions fortes mais non centristes.

Les politiciens sont également fortement concentrés sur les groupes de pression, qui peuvent leur fournir un grand nombre de votes en raison de leur forte motivation et de leur organisation - en particulier lorsqu'ils font équipe avec d'autres groupes d'intérêt. C'est la «majorité silencieuse» qui finira par payer la note - mais la «majorité silencieuse» n'a guère voix au chapitre.

Législateurs

Les représentants choisis par ce processus ne sont donc en aucun cas des gardiens détachés de l'intérêt public. Ils sont compromis avant même de prendre place. Ils ont promis de tenir les groupes d'intérêt qui les soutiennent et les patrons du parti politique qui leur a donné leur image de marque électorale.

Faire adopter leurs politiques par la législature est également un processus dépourvu de principes. Cela peut les obliger à s'engager dans la journalisation: un "vous votez pour ma politique et je voterai pour le vôtre". Par exemple, un représentant peut voter pour la proposition d'un autre de faire construire une nouvelle école ou un nouvel hôpital dans son district, non pas parce qu'il croit en ses mérites, mais dans l'espoir que l'autre lui rendra la pareille à l'avenir.

De même, des initiatives législatives plus importantes devront peut-être être regroupées pour obtenir le soutien nécessaire au sein de la législature. Ainsi, au début des années 1950, le président américain Dwight D. Eisenhower a conçu ses plans d'autoroutes interétatiques de manière à ce qu'ils profitent à une majorité d'États.

Dans chaque vote pour de meilleures routes pour leur propre État, les sénateurs et les représentants se sont retrouvés à voter pour l'ensemble du réseau, qu'ils le jugent ou non une bonne idée.

Et le projet de loi d'urgence «TARP» de 2008 pour renflouer les banques américaines en difficulté n'a commencé que deux pages lors de sa présentation au Congrès. Mais comme tout le monde savait que le projet de loi devait simplement être adopté, les représentants ont exigé toutes sortes de faveurs en échange de leur soutien.

Le projet de loi a abouti à 451 pages, pleines de concessions telles que des allègements fiscaux pour les fabricants de tissus, les distillateurs, les flottilles de pêche, les complexes de sports mécaniques et même les fabricants de flèches en bois.

Les politiciens professionnels et les bureaucrates intéressés réagissent aux incitations fournies par les lobbyistes et les groupes de pression pour pousser une croissance constante de l'activité gouvernementale. Quand, de mémoire d'homme, y a-t-il eu un processus important d'abrogation de la législation?
- Craig Smith et Tom Miers (2011), La démocratie et la chute de l'Ouest

Les officiels

Les fonctionnaires chargés de mettre en place toute cette législation ne sont pas non plus des anges désintéressés. Ils peuvent être fiers de travailler pour le public, mais ils ont toujours leurs propres intérêts personnels. Par exemple, s'ils peuvent étendre leur propre agence, alors leurs budgets, salaires, statut, sécurité de l'emploi et perspectives de promotion peuvent tous s'améliorer.

Et ils peuvent servir leurs propres intérêts par d'autres moyens. Par exemple, les lois ont un effet large et ont souvent besoin de fonctionnaires tels que les régulateurs pour décider quelles devraient être les règles précises et comment ces règles devraient être interprétées et administrées.

Étant des experts dans leur propre domaine gouvernemental (probablement plus que les politiciens qui adoptent la législation), les fonctionnaires peuvent facilement ajouter de la complexité à la loi - ce qui nécessite alors plus de fonctionnaires pour l'administrer.

Ils peuvent également se laisser une grande latitude sur le fonctionnement des lois. Cela leur confère à son tour un statut et une importance personnelle, car cela rend les entreprises et le public dépendants de leur interprétation des règles ou de leur capacité à décider qui devrait obtenir des contrats, des subventions ou des licences. Ils peuvent parfois même obtenir des pots-de-vin ou des faveurs pour leurs décisions.

Dépendants politiques

Les médias, les groupes de pression, les groupes de réflexion et ceux qui dépendent des dépenses gouvernementales ont tous intérêt à préserver et à élargir le processus de prise de décision collective.

Les radiodiffuseurs, par exemple, doivent remplir leurs cycles d'information exigeants de 24 heures. Heureusement pour eux, les politiciens ont désespérément besoin d'exprimer leur point de vue et de «faire tourner» leurs politiques.

Les médias veulent aussi des «scoops» - et encore une fois, les politiciens du gouvernement les obligent, en «fuyant» les politiques avant toute annonce officielle, afin que le public puisse entendre sa version de l'affaire avant même que ses opposants ne sachent ce qui se passe.

Les think tanks et les groupes de campagne peuvent se présenter comme des experts et prétendre être détachés, mais ils apportent eux aussi leurs propres intérêts dans le débat. Les groupes de campagne, fortement concentrés sur une question clé, sont susceptibles de réclamer davantage de dépenses publiques ou d'allègements fiscaux pour cela, sans trop réfléchir à l'impact de cela sur les contribuables en général.

Enfin, il y a des individus qui dépendent de l'État. Les employés du gouvernement sont un grand groupe de vote, qui est peu susceptible de voter pour un gouvernement plus petit et moins de bureaucratie. Mais il y en a des millions d'autres, comme les retraités, les bénéficiaires de l'aide sociale et ceux qui fournissent les organismes gouvernementaux. Dans certains pays avancés, le nombre de personnes qui dépendent de l'État pour la moitié ou plus de leurs revenus représente la majorité de la population. Leur intérêt est d'étendre l'État; pas pour économiser l'argent des contribuables.

Conclusion

La démocratie est meilleure à bien des égards que d'autres systèmes de gouvernement plus autocratiques, mais nous ne devons pas nous en priver. Lorsque nous parlons de «démocratie» et de prise de décision démocratique, nous parlons vraiment de politique et de prise de décision politique. Et comme la plupart des gens en conviendront, le processus politique est loin d'être parfait.

Pour tirer le meilleur parti de la démocratie, nous devons donc rester réalistes quant à son fonctionnement réel. Nous devons être attentifs à ses failles et, si possible, essayer de corriger ou d'atténuer ces défauts. Si nous réussissons, les récompenses peuvent être considérables.

10.LA DEMOCRATIE SOUS PRESSION

Bien que presque tout le monde prétende aimer l'idée de démocratie, de nombreuses personnes sont devenues beaucoup plus sceptiques quant à son fonctionnement réel. Ils aiment la démocratie mais détestent la politique.

Ils considèrent la démocratie comme un moyen équitable d'impliquer tout le monde et débattent ouvertement des questions publiques, conduisant à une exécution réfléchie, juste et pacifique des politiques convenues. Mais ils considèrent la politique et les politiciens comme duplicités, égoïstes et intéressés. Dans les sondages sur la confiance du public dans différentes professions, les politiciens arrivent invariablement en bas ou presque. Ce n'est pas uniquement la faute des politiciens eux-mêmes. Il n'est pas facile pour eux de traduire les divers points de vue de millions de personnes en une seule politique que tout le monde peut soutenir. C'est encore plus difficile aujourd'hui, alors que les voyages et les migrations ont rendu de nombreuses populations plus diversifiées.

Les politiciens ont également des points de vue forts mais opposés, ce qui conduit à de gros arguments - faisant croire au public qu'ils sont plus intéressés par le pointage que par les principes. Pour parvenir à un accord, ils doivent souvent faire des compromis, ce qui les rend encore plus dénués de principes.

Ce n'est pas non plus quelque chose d'unique à la démocratie ou quelque chose de pire dans les démocraties. Au contraire, la démocratie peut promouvoir l'honnêteté et l'ouverture dans le débat public. Les politiciens des démocraties relativement libérales peuvent en général être plus honnêtes et moins corrompus que ceux des autres systèmes. Par exemple, sur les quinze pays perçus comme les moins corrompus, d'après l'ONG Transparency International (2019), basée à Berlin, quatorze sont classés comme des «démocraties à part entière» par l'Economist Intelligence Unit (2019). (L'exception est Singapour, qui est considérée comme une «démocratie imparfaite».)

Rejet de la politique de l'establishment

En d'autres termes, les politiciens dans les démocraties peuvent être relativement irréprochables; mais alors dans les démocraties, leurs actions sont plus visibles pour le public et plus ouvertes à la critique publique. C'est peut-être pourquoi ils sont en fait plus critiqués.

Dans de nombreux pays, la critique publique de la politique a conduit à une baisse du taux de participation aux élections et à un soutien croissant aux mouvements et partis dits (et parfois extrêmes) «populistes» - qui à leur tour sont heureux d'exploiter cette frustration avec les politiciens traditionnels.

Les dirigeants populistes se considèrent comme les vrais démocrates, défendant les intérêts de la masse ordinaire mais non représentée du peuple. Ils peuvent ignorer la complexité de questions telles que l'immigration ou le bien-être - mais le public a de toute façon peu de temps pour de telles complexités.

Changement des circonstances du monde

Les crises économiques ont également alimenté la désillusion du public face à la politique démocratique. La démocratie libérale est généralement associée à la croissance économique: comme l'ont constaté Acemoglu et Robinson (2012), la réussite économique passe par la mise en place des bonnes institutions économiques et politiques.

Mais le ralentissement économique de l'Occident après la crise financière de 2007-2008, la perturbation économique de la pandémie de Covid de 2020 et l'incapacité apparente des politiciens à gérer ces crises ont peut-être sapé la confiance du public dans la démocratie.

Une autre source possible de désillusion est que certaines questions mondiales ont dépassé les capacités de contrôle ou de décision de la politique nationale. Le changement climatique en est un: les gens se plaignent que voter pour réduire les émissions de carbone dans leur propre pays est inutile à moins que d'autres pays ne fassent de même. La sécurité, le terrorisme et les migrations peuvent également nécessiter des solutions internationales coordonnées.

Les organismes internationaux tentent de combler le vide sur ces problèmes mondiaux - l'UE mène la politique environnementale, les banques centrales essayant de coordonner la stabilité économique et les tribunaux internationaux, par exemple.

Mais ces agences ont de graves limites. Ils n'ont pas d'identité culturelle et linguistique avec laquelle les électeurs pourraient sympathiser, et leurs nations constitutives peuvent être fortement en désaccord sur les objectifs et les méthodes.

Les gens considèrent donc ces organes comme distants et inexplicables, et appellent plutôt à une plus grande assertivité nationale - ce que les dirigeants populistes sont encore une fois très heureux d'exploiter.

Changements dans le système politique

Un autre défi est que le volume et la complexité croissants des décisions désormais prises par le biais du processus politique ont fait de la politique une activité pour les politiciens professionnels.

Les citoyens ordinaires ont souvent l'impression qu'ils ont peu de rôle. Très peu font plus que voter. Seule une infime minorité adhère à des partis ou à des groupes de campagne. Au fur et à mesure que les partis ont perdu des membres, ils sont devenus de plus en plus dépendants du marketing, des personnalités, des extraits sonores et du spin-off - ce qui ne fait que faire croire aux électeurs qu'on leur ment.

La technologie des médias modernes pourrait rendre les politiciens plus visibles, mais son attention se concentre principalement sur les chefs de parti plutôt que sur les parlementaires ordinaires.

Ce sont les ministres et les premiers ministres qui participent aux débats télévisés, renforçant leur statut et leur autorité et consolidant leur contrôle sur leurs partis. Cela déplace le pouvoir vers l'exécutif et loin des représentants qui sont censés le restreindre.

Pendant ce temps, le coût croissant des élections rend l'argent plus important, amenant le public à se demander qui finance sa politique. Ils votent contre les politiciens, seulement pour les voir entrer dans un rôle bien rémunéré dans une entreprise qui veut exploiter leurs connaissances internes du système politique et réglementaire. Tout cela alimente l'idée que les politiciens ne sont là que pour eux-mêmes. Encore une fois, ce n'est pas quelque chose d'unique à la démocratie; il est simplement plus visible en dessous.

La croissance et la complexité du gouvernement signifient également que de plus en plus de décisions sont prises par des fonctionnaires et des «experts» plutôt que par des représentants élus. Les politiciens ont à peine le temps de lire et de comprendre toute la législation complexe qui leur est soumise.

En fait, bon nombre des lois adoptées dans les démocraties modernes sont rédigées par des fonctionnaires et sont si complexes qu'elles ont besoin d'autres experts pour les interpréter et d'agences pour les appliquer. Ainsi, les politiciens sont à nouveau éclipsés. Et bon nombre des groupes d'experts mis en place pour examiner la législation sont choisis parmi une élite d'universitaires, de juges ou de fonctionnaires qui sont encore plus éloignés du public que les politiciens eux-mêmes.

Changements dans l'électorat

L'électorat a également changé. Avec l'augmentation de la richesse, une éducation plus large et des déplacements plus faciles, les barrières de classe et de caste se sont effondrées. Il est plus facile pour les personnes issues de familles pauvres d'utiliser leurs talents, de devenir riches et même célèbres, et de bousculer les normes économiques et politiques données. Mais alors les gens des industries en déclin se sentent sous-évalués et exclus, encourageant à nouveau le nationalisme et le populisme.

La technologie a également changé la politique. Par exemple, de plus en plus de personnes reçoivent désormais leurs actualités de sources en ligne. Les médias sociaux permettent aux minorités de trouver plus facilement d'autres personnes partageant les mêmes idées - et de se soutenir mutuellement, sans avoir besoin de politiciens.

Et de nombreux services (par exemple, la radiodiffusion, les services publics, les téléphones et les transports) qui ne pouvaient autrefois être fournis que par de grandes agences publiques contrôlées par des politiciens peuvent désormais être fournis de diverses manières par des entreprises privées concurrentes plus petites.

Non seulement cela rend les politiciens moins pertinents pour les personnes qui utilisent ces services; cela amène aussi les gens à se demander pourquoi ils ne peuvent pas avoir le même choix dans les services publics tels que les écoles ou les retraites, plutôt que de laisser les politiciens décider à leur place.

L'évolution des profils d'âge - la génération des baby-boomers en Occident et le nombre croissant de milléniaux ailleurs - a également affecté les attitudes. Les jeunes se plaignent que la génération plus âgée qui domine la politique a utilisé son pouvoir politique pour fausser les choses en leur propre faveur.

Ainsi, la génération plus âgée a voté elle-même des prestations généreuses telles que les retraites, les assurances sociales et la gratuité des soins de santé, financées en partie par des dettes qu'elles laissent à la jeune génération payer. C'est une autre source de désillusion face au processus politique normal.

Conclusion

Pour toutes ces raisons, le public s'est de plus en plus éloigné de ses politiciens démocratiques. D'où l'essor des fêtes marginales. Le souci de ceux qui soutiennent la démocratie est que le mépris du public pour la classe politique actuelle pourrait se transformer en une perte plus large de confiance dans le processus démocratique lui-même.

Cela pourrait être un grave malheur, étant donné les avantages considérables de la démocratie libérale. Il est donc important que nous comprenions la source de la désillusion actuelle et cherchions des moyens de rendre la politique démocratique plus pertinente pour le public.

11. L'AVENIR DE LA PARTICIPATION

Formes de participation

Certains pensent que les malheurs de la démocratie peuvent être guéris par de nouvelles formes de participation publique. Leur idéal est une démocratie «participative», plus comme la démocratie dans son ancien sens, avec des citoyens directement impliqués dans la prise de décision. Ils opposent cela aux méthodes «agrégatives» d'aujourd'hui qui ne font que compter les votes des gens et les équilibrer.

Le vote obligatoire est une suggestion. Il n'est que faiblement «participatif» dans la mesure où personne n'a à faire plus que voter, mais l'espoir est que cela suscite également un intérêt plus large pour le débat public.

Un certain nombre de pays ont déjà le vote obligatoire, notamment l'Australie mais aussi d'autres démocraties comme l'Uruguay, la Belgique et le Luxembourg. Pourtant, il y a peu de preuves que cela ait un effet sur les résultats des élections ou sur la qualité du débat public.

Une autre suggestion est *la démocratie directe* comme les référendums et les initiatives de vote, qui donne à chacun un vote direct sur la législation. Encore une fois, cela est déjà utilisé à divers endroits. Certains États américains ont également des référendums de «veto» qui permettent aux électeurs de bloquer l'introduction de lois impopulaires. La Californie permet aux citoyens de proposer des lois et même des amendements à la Constitution de l'État.

Une troisième stratégie est *le sondage délibératif*. Un échantillon représentatif de la population est interrogé pour ses opinions. Ensuite, ils sont invités ensemble pendant un week-end pour discuter des résultats. Ils reçoivent des exposés sur les arguments.

Ils discutent des problèmes entre eux et avec des experts et des politiciens. Ils sont ensuite interrogés à nouveau, pour voir quelle différence la discussion éclairée a sur les résultats du sondage original. Cela, dit-on, aide les législateurs à mieux comprendre les vraies valeurs du public.

Une variante de cela est celle *des jurys de citoyens*, où un groupe restreint mais représentatif, normalement de 12 à 24 personnes, se réunit, interroge des témoins experts et délibère sur les questions. L'idée est que leurs conclusions influencent ensuite les choix du grand public et ceux des législateurs.

De nombreuses personnes ont prôné la démocratie numérique. Environ les deux tiers des personnes qui ne votent pas aux urnes disent qu'elles voteraient en ligne si elles pouvaient le faire. Les partisans de cette idée soulignent que les systèmes en ligne permettent aux électeurs de recevoir des informations plus détaillées sur les problèmes et les arguments avant de prendre leur décision.

Les technologies de l'information façonnent déjà le processus démocratique. L'Australie a été le pionnier de la plate-forme «MiVote», qui offre aux électeurs une variété de points de vue sur toutes les grandes questions débattues au Parlement. L'Islande a «crowdsourcing» en 2008 ses réformes constitutionnelles.

L'Estonie se qualifie elle-même de «nation électronique». Et les systèmes d'apprentissage automatique et de traduction permettent désormais d'organiser des débats à grande échelle impliquant des personnes du monde entier.

Mais la technologie stimule-t-elle vraiment un débat public éclairé? Les preuves suggèrent que non: bien que cela donne aux gens accès à de vastes quantités d'informations et leur permet de voter sur un large éventail de questions (pas seulement la sélection des candidats pour le poste), ils restent rationnellement ignorants parce que leur temps est rare.

Arguments pour la participation

Une réponse à cela pourrait être d'impliquer davantage les gens dans le processus de prise de décision. Et il y a aussi d'autres arguments pour cela. Beaucoup de gens considèrent que la participation des citoyens aux décisions sociales est une bonne chose en soi. Cela amène les gens à réfléchir aux problèmes. Cela renforce leur conscience sociale.

En les rendant mieux informés, cela devrait conduire à de meilleurs choix. Et cela peut être fait à tous les niveaux - les gouvernements peuvent exploiter la sagesse de tout le pays sur des questions nationales importantes, tandis que les locataires d'un seul bloc de logement pourraient utiliser la même idée pour décider de la gestion de leur immeuble.

Il y a aussi des arguments pratiques. Les méthodes de vote à l'ancienne rendent la démocratie trop centralisée, lourde, lente et limitée.

Les politiciens ne peuvent pas prendre en compte les points de vue de chacun, ce qui conduit à une politique qui fonctionne bien pour certains mais mal pour d'autres.

Une prise de décision plus décentralisée est plus rapide et produit des politiques plus pertinentes pour les populations locales et donc plus stables.

Alors que la politique à l'ancienne ne peut que bombarder les électeurs en masse avec des slogans et des extraits sonores, les systèmes en ligne leur donnent accès à des sites Web entiers contenant des informations pertinentes.

Et ce type de démocratie participative peut briser le contrôle des partis établis, permettant à de nouvelles idées de fleurir et de modifier les conditions sociales plus rapidement.

Arguments pratiques contre la participation

Les critiques ne sont pas convaincues. Elles soutiennent que les techniques de démocratie directe telles que les référendums ou les initiatives de vote obligent encore les électeurs à investir un temps et des efforts précieux pour s'informer et délibérer sur les questions, même si leur vote individuel a encore un poids minuscule. Et si nous ne pouvons pas compter sur les électeurs pour prendre des décisions éclairées, il vaut probablement mieux laisser le gouvernement à leurs représentants mieux informés.

«La démocratie n'est pas un État dans lequel le peuple, sans cesse assemblé, dirige lui-même les affaires publiques», a écrit le leader révolutionnaire français Maximilien Robespierre (1794). «La démocratie est un État dans lequel le peuple, en tant que souverain... fait pour lui-même ce qu'il peut bien faire et fait ce qu'il ne peut pas par l'intermédiaire de ses délégués...».

En outre, l'expérience des États-Unis suggère que les initiatives de vote seront largement menées par les partis politiques établis, car ils ont la plus grande capacité de financement et de campagne. En outre, les initiatives de vote sont souvent mal conçues ou promues par des groupes d'intérêt qui cherchent à exploiter les contribuables ou à abattre des intérêts rivaux - ce qui signifie que chaque élection voit les entreprises gaspiller des millions de dollars pour lutter contre les propositions malveillantes ou inaptes. Et le système produit des décisions incohérentes sur le plan financier et juridique.

Les référendums semblent en contradiction avec la démocratie représentative - dont l'objectif est d'épargner aux électeurs le devoir de décider de chaque question en déléguant la tâche à leurs représentants. Alors, à quoi servent les référendums? Peuvent-ils légiférer (auquel cas des lois très incohérentes et illibérales sont susceptibles d'être adoptées)? Est-ce qu'ils indiquent aux représentants comment voter (et que se passe-t-il si les représentants votent dans l'autre sens)? Ou sont-ils simplement consultatifs (dans ce cas, pourquoi ne pas se fier simplement aux sondages d'opinion)? Il n'y a souvent pas de réponses claires à ces questions.

Mais même si le rôle exact des référendums au sein de la démocratie représentative n'est pas clair, ils peuvent bien avoir une fonction positive. Les preuves compilées par l'universitaire américain John G. Matsusaka (2004) suggèrent fortement que les référendums locaux peuvent et contribuent effectivement à résoudre les conflits politiques et à économiser de l'argent aux contribuables.

Quant à la démocratie numérique, les critiques disent qu'elle sera toujours dirigée par des partis établis et des groupes de pression bien financés. Et certains citoyens, en particulier les personnes âgées, peuvent avoir moins accès à la participation en ligne, ce qui mine le concept d'égalité politique.

En ce qui concerne les systèmes délibératifs, des critiques tels que Jason Brennan (2016) soutiennent qu'ils prennent de pires décisions que les méthodes d'agrégation conventionnelles.

Les groupes délibératifs ont tendance à amplifier la sagesse reçue, pas à explorer de nouvelles idées. Les participants sont facilement dirigés par des individus énergiques avec des opinions bien arrêtées.

En théorie, les facilitateurs indépendants devraient être en mesure de corriger cela: mais les facilitateurs sont inévitablement susceptibles d'apporter leurs propres préjugés dans la discussion. D'un autre côté, certaines personnes avec des opinions démodées peuvent être gênées de les exposer devant des inconnus - bien que tout à fait disposées à les exprimer de manière anonyme dans l'isolement. Encore une fois, les groupes délibératifs auront tendance à arriver à des conclusions conventionnelles et centrées qui ne représentent pas la pleine diffusion de l'opinion publique.

Contre la participation en principe

Les critiques soutiennent également que la participation par des canaux formels n'est pas plus «démocratique» que ce qui existe déjà. Les citoyens communiquent déjà directement, et en grand nombre, par le biais des médias sociaux et autres, une forme de participation beaucoup plus immédiate et étendue que ne pourrait l'être tout jury de citoyens.

Et il n'est pas certain que des méthodes de participation plus formelles aident réellement à éduquer et à éclairer l'électorat. Le vote obligatoire, par exemple, ne semble pas accroître les connaissances des citoyens sur les questions politiques ou modifier les résultats des élections.

En tout cas, poursuivent les critiques, le problème n'est pas l'éducation mais la motivation. Les électeurs sont bombardés d'informations tous les jours; ils l'ignorent simplement parce qu'ils ont des affaires personnelles plus urgentes à craindre.

Et les gens diffèrent énormément quant à leur désir de s'impliquer de toute façon. Seuls quelques-uns se joignent à des partis, livrent des tracts, assistent à des réunions politiques ou donnent de l'argent à des causes. Alors, pourquoi devrions-nous supposer que tout le monde voudrait délibérer sur des questions d'intérêt public si on leur en offrait la possibilité? La plupart ne pouvaient rien imaginer de plus ennuyeux.

La participation par le biais d'arrangements formels, concluent ses détracteurs, n'est tout simplement pas utile pour la plupart des gens. Ils ne l'apprécieront pas, ne le respecteront pas ou n'utiliseront pas l'opportunité à bon escient. Ce n'est pas intrinsèquement meilleur ou plus «démocratique» que ce que nous avons déjà.

Voulons-nous vraiment «plus de démocratie»?

Selon Brennan (2016), il existe d'autres raisons fortes pour lesquelles une plus grande démocratie «participative» pourrait en fait produire de pires résultats. Nous savons que les électeurs sont terriblement ignorants des affaires publiques; l'idée que la participation peut en quelque sorte les transformer en experts en politiques est absurde.

Ils ne peuvent probablement même pas être transformés en amateurs compétents - et en voudraient bien. D'autres choses comme le travail, la maison, la famille et les loisirs sont plus urgentes ou importantes pour eux. Les inciter à s'engager dans la politique leur est donc positivement nuisible: cela détourne leur temps de choses qu'ils apprécient et veulent faire, vers quelque chose qu'ils n'aiment pas.

Et la politique devrait-elle être une si grande partie de nos vies de toute façon? Cela ne semble pas rendre les gens plus conscients socialement ou plus moraux; il peut être plus susceptible de les corrompre. L'attrait du pouvoir politique est tentant, tout comme la perspective d'imposer vos propres opinions sur la vie des autres.

L'intérêt de la démocratie libérale est de limiter ce pouvoir et d'empêcher ainsi ceux qui détiennent l'autorité d'intimider et d'exploiter les autres. Mais plus la prise de décision collective est légitimée en la qualifiant de «démocratie participative», plus cela devient facile et plus il est difficile pour les minorités de résister.

Pourquoi, alors, tant de militants politiques sont-ils si attachés à une démocratie «plus» ou «plus profonde»? Peut-être croient-ils vraiment que cela renforcerait des valeurs importantes telles que l'égalité politique, ou serait plus transparent, ou moralement édifiant, ou prendrait le pouvoir des initiés politiques. Mais il y a peut-être moins d'explications charitables.

Peut-être veulent-ils simplement légitimer et élargir la prise de décision collective, pensant que c'est une meilleure façon de diriger une société que de laisser les décisions aux individus. Peut-être reconnaissent-ils que les électeurs ont tendance à être plus interventionnistes que leurs élus. Ou peut-être pensent-ils qu'un gouvernement plus interventionniste offrira plus d'emplois et de statut à des intellectuels comme eux.

L'idée d'une démocratie limitée

Si les électeurs sont en effet irrationnels, mal informés, tribaux et intéressés, la vraie question n'est pas de savoir comment les changer (ce qui semble un espoir désespéré), mais pourquoi ils devraient avoir un pouvoir sur les autres.

C'est un argument, non pour plus de démocratie, mais pour une démocratie plus limitée - pour un gouvernement sobre qui n'usurpe pas les décisions que nous pouvons prendre pour nous-mêmes mais se concentre sur son rôle clé de protection de nos droits, libertés et sécurité.

La vision libérale de la démocratie est que nous l'avons créée pour nous protéger et non pour nous contrôler. Ce n'est pas un mécanisme permettant aux majorités de gérer une grande partie de la vie de chacun. C'est simplement une façon de choisir des représentants qui pourraient être mieux informés, plus intéressés et plus capables de prendre les quelques décisions qui doivent être prises conjointement. Plutôt que d'essayer de faire des électeurs ce qu'ils n'ont pas envie d'être, il vaudrait peut-être mieux bâtir des institutions afin de créer le meilleur gouvernement possible sur la base des électeurs tels qu'ils sont en réalité.

12. DÉMOCRATIE ET FRONTIÈRES

La chute du mur de Berlin en 1989 a mis le gouvernement autocratique sur la défensive. La triste réalité de l'Union soviétique a été exposée et les régimes autoritaires en général ont commencé à perdre leur légitimité. La démocratie d'une certaine manière semblait être la seule alternative.

Les mouvements de réforme se sont répandus en Europe de l'Est, en Amérique latine, en Afrique (notamment avec la fin de l'apartheid en 1994), en Asie du Sud, en Asie du Sud-Est, même pour un temps en Chine. De plus en plus de pays ont été désignés comme «libres» sur les indices internationaux.

Le politologue américain Francis Fukuyama (1992) a même parlé de «la fin de l'histoire» - un monde dans lequel la démocratie libérale avait triomphé partout. Les politiciens occidentaux considéraient qu'il était de leur devoir de concrétiser cette vision en répandant la démocratie dans le monde entier.

Les dictateurs ont été interpellés. L'aide étrangère et les accords commerciaux ont été conditionnés à ce que les pays mettent fin à la corruption, réforment leur gouvernement et adoptent des institutions démocratiques.

La démocratie libérale n'est cependant pas si facile à créer ou à reproduire. Comme l'a fait observer le juge de la Cour suprême des États-Unis, Anthony Kennedy (1999): «La démocratie est quelque chose que vous devez apprendre à chaque génération. Il faut l'enseigner ». Et en effet, il a fallu à certaines des premières démocraties modernes des siècles de conflit et d'effusion de sang pour apprendre. Aujourd'hui, avec de nombreux exemples concrets de démocratie qui existent actuellement, de nouvelles démocraties peuvent peut-être être établies plus rapidement et plus pacifiquement.

Pourtant, des obstacles subsistent. Pour fonctionner et produire ses avantages, la démocratie a besoin de citoyens qui l'acceptent, la comprennent, la valorisent et la respectent. Mais les gens qui ont toujours vécu sous un gouvernement autocratique ont souvent peur et se méprennent souvent sur la démocratie. Parfois, des dictateurs tels que Hosni Moubarak en Égypte et ceux d'autres États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont été remplacés par des régimes «démocratiques» qui, à certains égards, sont encore moins libéraux parce que les révolutionnaires élus s'imaginent que leur majorité leur donne le pouvoir absolu.

En adoptant les pièges de la démocratie, même s'ils abusent de ses principes, ils revendiquent une légitimité internationale non méritée. Dans d'autres endroits, des dictateurs comme Josip Tito en Yougoslavie ont réussi à réprimer le conflit entre les groupes nationalistes, religieux ou ethniques dans leur pays, seulement pour qu'une guerre profondément destructrice éclate une fois qu'ils ont été expulsés. Il semble que les craintes des gens concernant la transition de l'autocratie à la démocratie aient une certaine justification.

Les erreurs de l'Occident

La démocratie ne peut pas simplement être implantée dans un nouveau sol et être censée prospérer d'elle-même. Cela nécessite une culture et des soins. La démocratie ne peut pas non plus garantir automatiquement la prospérité, les droits, la liberté et l'égalité aux pays où ces choses sont inconnues et étrangères.

Malheureusement, les politiciens occidentaux pensaient pouvoir réaliser tout cela et plus encore. Et parce qu'ils pensaient que la démocratie produit la liberté et la prospérité (alors qu'en réalité, ce sont les valeurs libérales qui produisent ces choses), ils pensaient que les pays plus pauvres, une fois libérés de la dictature, créeraient avec empressement leurs propres institutions démocratiques.

Mais les Occidentaux ont vécu si longtemps avec des institutions libérales et démocratiques qu'ils les tiennent pour acquises. Ils partent du principe que la justice, l'état de droit, les droits, la confiance et l'honnêteté existent partout - ou reprendront instantanément vie une fois la répression levée. Ils supposent que tous les pays ont un sens commun de la nation et une classe moyenne éduquée et libérale qui comprendra et conduira les réformes démocratiques.

Pourtant, les pays qui ont vécu sous l'autocratie pendant des siècles peuvent n'avoir aucune de ces choses, ni aucune conception claire de celles-ci. Il peut y avoir une haine profonde et peu de confiance entre les groupes ethniques ou autres. Les gens peuvent croire qu'un pays ne peut pas fonctionner sans un leadership autocratique fort. Ils peuvent considérer les démocraties établies comme faibles, gonflées et discordantes. Ils peuvent continuer à valoriser la stabilité sur la liberté, la tradition sur la prospérité, la religion sur la loi.

Ryan Murphy (2018) a montré que, compte tenu de tous les autres facteurs, l'autocratie ne conduit pas en fait à de meilleurs résultats en matière de gouvernance. Mais convaincre le monde des avantages de la démocratie n'est peut-être pas si facile.

Problèmes des démocraties émergentes

En effet, lorsque les pays adoptent les signes extérieurs de la démocratie - élections, parlements, tribunaux - ils peuvent toujours ne pas adopter la réalité. Il n'y a peut-être pas de règle de droit. Les tribunaux peuvent être corrompus. Les droits peuvent être incertains ou limités à quelques-uns. La conformité religieuse peut étouffer la liberté individuelle.

Les élections peuvent être une imposture, sans véritable choix de candidats et les votes ne sont pas équitablement comptés. Le Parlement peut être dominé par un seul parti. Les vainqueurs des élections peuvent utiliser leur «mandat démocratique» pour persécuter les opposants.

Et il se peut qu'il n'y ait aucun sentiment commun d'appartenance à une nation. Les conflits ethniques, tribaux, culturels, idéologiques ou religieux peuvent avoir créé une amertume et une désunion durables. Les partis politiques en conflit peuvent produire un État faible et dysfonctionnel.

Parfois, les seules personnes ayant une quelconque autorité et respect sont les seigneurs de guerre opposés. Les gens peuvent voir la puissance militaire comme le seul moyen de stabiliser les choses; ou au besoin pour imposer leur idéologie religieuse ou politique aux autres.

Un gouvernement militaire fort peut donc gagner plus de popularité que toute idée d'un gouvernement libre et démocratique. Dans le même temps, les fanatiques religieux et politiques peuvent considérer leurs opposants comme méchants au-delà de la rédemption, et la démocratie libérale comme hostile à leurs principes car elle tolère des modes de vie alternatifs.

Là où ces fanatiques sont prêts à utiliser le terrorisme ou la puissance militaire pour faire avancer leur vision, il ne faudra peut-être pas longtemps avant que les institutions embryonnaires d'une démocratie émergente ne soient foulées aux pieds.

Echec des tentatives d'imposer des valeurs démocratiques

Bien que les perspectives d'instauration d'une démocratie libérale dans des endroits où l'on rencontre de tels problèmes ne soient pas prometteuses, de nombreux gouvernements occidentaux ont tenu à essayer, estimant que la démocratie est la meilleure solution. Estimant que la démocratie favorise la paix, la liberté et la prospérité, ils peuvent souhaiter que d'autres profitent de ces avantages.

Ils peuvent considérer les institutions démocratiques, telles que les élections libres et le droit de vote universel, comme un moyen de conduire une réforme sociale et politique. Ils peuvent même considérer la démocratie comme un idéal en soi, l'expression de principes importants tels que la dignité humaine et l'égalité politique.

Pourtant, leurs tentatives d'exporter la démocratie vers d'autres pays ont connu un succès limité et ont souvent été assez inefficaces.

Par exemple, la guerre en Irak à partir de 2003 a commencé dans le but limité de supprimer une dictature autocratique. Il semblait y avoir une hypothèse qu'une fois que cela se produirait, les idées, les principes et les institutions de la démocratie libérale reviendraient d'une manière ou d'une autre à la vie.

Mais cela s'est avéré trop optimiste. Et malheureusement, le retrait systématique des fidèles du régime a laissé les institutions clés (police, tribunaux, administration civile) sans dirigeants - créant le chaos, détruisant la confiance et rendant plus difficile l'introduction de réformes *démocratiques*.

Institutions internationales

Les institutions internationales, comme les Nations Unies, pourraient-elles mieux faire pour faire avancer le monde vers la démocratie? Il y a de nombreuses raisons de rester sceptique sur cette idée.

Premièrement, les organismes internationaux tels que la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international sont souvent considérés comme néocolonialistes - utilisant leur richesse pour imposer leur concept particulier de gouvernement aux autres. Par exemple, ils peuvent refuser une aide financière à des pays qui ne correspondent pas à leur vision de la responsabilité publique.

Deuxièmement, de nombreuses agences internationales sont orientées vers les puissances mondiales plus grandes ou plus anciennes. La Chine, la France, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis, par exemple, ont un droit de veto sur toute résolution de fond des Nations Unies. Pourtant, le Japon, l'Allemagne et l'Inde sont tous économiquement plus grands que le Royaume-Uni et la France.

Troisièmement, beaucoup de gens se demandent si l'ONU peut jamais être une force crédible pour la démocratie libérale alors que son propre Conseil des droits de l'homme comprend des nations comme le Congo et l'Érythrée qui obtiennent de mauvais résultats dans les indices internationaux de liberté.

Une quatrième critique est que les institutions internationales représentent les gouvernements et non-les peuples. Souvent, ces gouvernements sont méprisés et détestés par leur propre population, ou par une grande partie de celle-ci. Pourtant, leurs délégués prétendent parler au nom de tout le pays. Il est peu probable que des organismes ainsi composés soient des moteurs fiables de la réforme démocratique.

Démocratie mondiale?

Depuis au moins un siècle, les idéalistes rêvent d'établir un gouvernement démocratique mondial. Cela pose également de graves problèmes.

Premièrement, il est peu probable que la démocratie fonctionne au niveau mondial. Comment une population de 7 800 millions d'habitants pourrait-elle vraiment participer à un processus électoral mondial? Comment pourrions-nous structurer un gouvernement mondial qui représente tout le monde équitablement - sans que les grandes puissances économiques ou les grandes populations prennent le contrôle? Et étant donné les différences dans la pensée, la culture, l'histoire, les liens commerciaux, les affiliations et les perspectives du monde, comment peut-on prétendre représenter le «monde» de toute façon?

Même de modestes tentatives de gouvernement supranational se sont avérées difficiles. Par exemple, près de trente pays sont représentés au Parlement de l'Union Européenne. C'est élu par le peuple, mais avec tant de nations et de partis impliqués, et tant d'intérêts nationaux différents en jeu, il a très peu d'autorité ou de pouvoir.

Les vraies décisions sont prises dans des organes non élus de représentants des gouvernements nationaux. Les critiques se plaignent du «déficit démocratique», mais il est difficile de voir comment la démocratie peut fonctionner au-delà des États-nations.

Deuxièmement, plus les institutions grandissent, plus il est difficile de les rendre transparentes et responsables envers ceux qu'elles sont censés représenter. Avec le gouvernement mondial, la distance (à la fois physique et métaphorique) entre le gouvernement et les gouvernés, ainsi que la diversité discordante des langues et des points de vue internationaux, sont tout simplement trop grandes pour rendre possible une réelle représentation, un examen minutieux ou même une communication. Les électeurs seraient encore plus éloignés d'un tel organisme qu'ils ne le sont de leur propre gouvernement national.

Souvenez-vous également que les systèmes juridiques des différents pays diffèrent. S'étant développés au fil des siècles, ils sont profondément enracinés, reflétant différents contextes historiques, culturels, linguistiques et sociaux. Ils partent de présomptions différentes et travaillent sur des principes différents. Ils résument même des points de vue distincts et opposés du droit et de la justice. Il est optimiste de croire que de telles différences peuvent être ignorées et que des systèmes aussi diversifiés peuvent être harmonisés. Mais la démocratie ne peut exister que sur une base convenue de l'État de droit.

Un système pour petits groupes?

La démocratie fonctionne plus facilement au sein de petits groupes. Dans les petits pays, il y a plus de chances qu'il y ait des valeurs partagées, des réseaux solides de relations interpersonnelles, un sentiment d'appartenance mutuelle et une plus grande confiance.

Dans les grandes sociétés où il peut y avoir de nombreux groupes différents avec des valeurs différentes, et où les gens ne se connaissent pas si étroitement, la confiance peut être plus difficile à instaurer. Pourtant, la confiance peut être acquise dans des sociétés plus larges, et les démocraties aussi s'appuient sur elle - même si, comme l'explique Vincent Ostrom (1997), le processus peut être difficile et prendre beaucoup de temps.

Des dispositions spéciales peuvent également être nécessaires pour faire fonctionner les institutions démocratiques. Par exemple, les pays dans lesquels il existe de fortes différences, comme un mélange d'ethnies ou de langues différentes, peuvent développer des systèmes fédéraux qui limitent la mesure dans laquelle les décisions peuvent être prises au niveau central: la Suisse et le Canada en sont des exemples.

Il peut également être significatif que les plus grands pays démocratiques par superficie (par exemple, le Canada, les États-Unis, l'Australie et l'Inde) utilisent des systèmes fédéraux. Là encore, il existe de nombreux exemples dans le monde de pays qui ont créé des gouvernements démocratiques dans les endroits les moins prometteurs. D'autres qui recherchent les avantages de la démocratie ont de nombreuses options à copier et à modifier en fonction de leur propre situation. Ce n'est peut-être pas facile, mais (malgré toutes leurs plaintes contre les politiciens), la plupart des gens qui vivent dans des démocraties relativement libérales soutiendraient toujours que cela en vaut vraiment la peine.

13. LES LEÇONS DE L'EXPÉRIENCE

Voulons-nous vraiment la démocratie?

«La démocratie était autrefois un mauvais mot», a écrit le politologue canadien C. B. Macpherson (1966). «Quiconque était n'importe qui savait que la démocratie, dans son sens originel de gouvernement par le peuple ou le gouvernement en accord avec la volonté de la majorité du peuple, serait une mauvaise chose - fatale à la liberté individuelle.... Puis, en cinquante ans, la démocratie est devenue une bonne chose ».

La démocratie est peut-être une idée populaire, mais elle est plus difficile à comprendre et à mettre en pratique que la plupart des gens ne le pensent. Elle repose sur une culture de respect des droits individuels, de l'état de droit, de la tolérance et d'institutions de confiance - qui peuvent mettre du temps à évoluer. C'est pourquoi les tentatives d'amener la démocratie dans d'autres cultures (comme les régimes post-dictatoriaux en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Asie) se sont souvent soldées par un désastre et n'ont créé qu'un autre type de tyrannie - de majorités, d'idéologies ou de religieux. Orthodoxies.

Les gens imaginent la démocratie comme une forme idéale de «gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple», comme l'a dit le président américain Abraham Lincoln (1863) dans son discours de Gettysburg. Mais la démocratie moderne n'est pas une telle chose: le peuple choisit simplement des représentants qui prennent ensuite les décisions.

Si vous êtes du côté des perdants, ce n'est guère un gouvernement «pour» vous. Et qui sont exactement «le peuple»? Il a fallu des siècles aux femmes pour obtenir le vote; et certains pays sont profondément divisés entre différents «peuples» ethniques.

Il y a aussi une question philosophique plus large sur le droit que toute majorité devrait avoir de «gouverner» la minorité dans tous les cas.

La démocratie peut favoriser des valeurs utiles telles que l'égalité et l'inclusion politiques, la justice, la responsabilité et l'engagement social. Le romancier anglais E. M. Forster (1951) a donné «deux acclamations pour la démocratie», «l'un parce qu'elle admet la variété et deux parce qu'elle permet la critique». Mais même si la démocratie est bonne en soi, cela ne suffit pas. Il doit également produire de bons résultats. Nous ne pouvons justifier la démocratie que si elle fonctionne.

Qu'est-ce qui justifie la démocratie?

Comme l'a observé l'économiste politique autrichien du XXe siècle Joseph Schumpeter (1942), les masses du moyen âge auraient bien pu voter pour l'incendie des sorcières. Et même aujourd'hui, il y a des endroits où les majorités pensent qu'il est parfaitement acceptable de persécuter les minorités qu'elles désapprouvent.

Cependant, nous ne devons pas supposer que la majorité a le pouvoir incontesté de gouverner les autres, ou que les décisions de la majorité sont automatiquement «justes» et «justes». Ayant expérimenté les alternatives, les populations plus éduquées, éclairées et libérales d'aujourd'hui sont parvenues à la conclusion que la règle de la majorité n'est pas la valeur de l'humanité. Des choses comme la tolérance et le respect de la vie des autres sont au-dessus.

Mais si la démocratie n'existe pas pour donner un pouvoir incontrôlé aux majorités, par quelle mesure pouvons-nous juger si elle fonctionne? Il existe de nombreuses possibilités: si cela réduit réellement les conflits et permet un transfert pacifique du pouvoir, par exemple, ou si les décisions qui en découlent sont réellement à long terme, ciblées et efficaces.

À quoi ressemblerait une démocratie durable?

Pour fonctionner et durer, la démocratie doit rester concentrée sur ses objectifs fondamentaux - ce qui, pour l'esprit libéral, signifie préserver les droits des individus, réduire la coercition et décider des quelques choses (et seulement ces choses) qui doivent être décidées mais qui ne peuvent que être décidée collectivement. Elle doit faire passer les droits au premier plan et les reconnaître comme essentiels pour protéger les individus contre la coercition, par d'autres ou par l'État. Sans ces qualités, les démocraties ne dureront probablement pas longtemps.

Les démocraties ont toujours été des spectacles de turbulences et de discorde... et ont été en général aussi courtes dans leur vie qu'elles ont été violentes dans leur mort. - James Madison (1787), fédéraliste n ° 10

Pourtant, il existe un ensemble minimum d'institutions qui pourraient contribuer à donner à la démocratie une durée de vie raisonnablement longue. Il faut des règles contraignantes pour limiter le pouvoir de la majorité votante et de leurs représentants. Il doit y avoir des élections libres, justes et compétitives qui offrent aux électeurs un véritable ensemble de choix.

Il doit y avoir une large protection des libertés civiles, une presse libre, la liberté d'expression et la liberté d'association sans intimidation de la part des autorités. Il ne doit y avoir aucune armée, monarchie ou orthodoxie religieuse ayant le pouvoir de passer outre aux choix du public et des législateurs.

Aujourd'hui, le suffrage complet des adultes est considéré comme essentiel et il serait difficile de construire une démocratie moderne sans lui. Pourtant, nous devons accepter que les électeurs prennent parfois des décisions désastreuses - en 1932, par exemple, ils ont fait des nazis le plus grand parti du Reichstag allemand. Et même dans les pays les plus libéraux, les électeurs ne votent pas toujours pour ce qu'ils croient le mieux pour le pays, mais pour ce qui est le mieux pour eux.

De nombreux électeurs dépendent également de l'État pour gagner leur vie, ce qui préjuge inévitablement leurs choix électoraux. Certains électeurs peuvent même ne pas avoir la compétence de faire des choix judicieux.

Nous ne permettrions pas aux juristes incompetents de décider de la liberté de quelqu'un, note Jason Brennan (2016), alors pourquoi autoriser les électeurs incompetents à prendre la liberté de chacun? Mais alors, il n'y a pas de moyen objectif et non controversé de régler la compétence des électeurs: il faut juste espérer que la démocratie est suffisamment forte pour résister à leurs erreurs.

«Il n'ya jamais de démocratie qui ne se soit suicidée», a écrit le deuxième président américain, John Adams (1814). Pourtant, une démocratie est plus forte, paradoxalement, si les gens sont libres de la quitter. Voter avec vos pieds envoie un message plus puissant aux autorités que le simple fait de voter.

Si le gouvernement travaille au profit des citoyens, comme l'a dit Jayme Lemke (2016), il est plus probable qu'ils restent; sinon, et ils partent, il peut y avoir une pression plus forte pour réformer les choses. Les systèmes fédéraux peuvent fournir la solution la plus facile, car les individus peuvent se déplacer sans difficulté entre différentes provinces dotées de systèmes gouvernementaux différents. Mais aujourd'hui, la migration internationale est une option croissante.

Systèmes démocratiques alternatifs

La démocratie peut avoir des problèmes, mais ils ne sont pas automatiquement résolus en ayant «plus» de démocratie. Le vote direct sur les lois dans les référendums et les initiatives de vote peut conduire à des résultats populistes et contradictoires, tandis que les systèmes délibératifs et le vote en ligne peuvent simplement renforcer les failles qui existent déjà.

Il y a aussi des problèmes pratiques - les gens ordinaires n'ont ni le temps ni l'intérêt de passer à délibérer sur les politiques, ce qui signifie que l'élaboration des politiques peut être capturée par ceux qui sont fascinés par elle, mais qui ne représentent pas le public. Et en rendant la prise de décision à la majorité plus légitime, de tels mécanismes de «participation» peuvent menacer encore plus les minorités.

Mais alors, de combien de décisions collectives avons-nous besoin? Les sociétés ont une capacité surprenante à s'organiser sans nécessiter de décisions collectives ou d'ordres d'en haut. L'ordre spontané, comme l'a appelé l'économiste autrichien F. A. Hayek (1988), est tout autour de nous: sur les marchés, dans la façon dont la langue se développe, dans les institutions en ligne comme Wikipédia et surtout dans la common law qui se développe naturellement grâce à l'interaction entre les individus.

Il suffit de quelques règles simples d'action et de moralité. En termes simples, ne blessez pas les gens et ne prenez pas leurs affaires, comme le disait l'activiste politique américain Matt Kibbe (2014) dans un livre du même titre.

Sur cette base morale, les gens peuvent créer leurs propres communautés - des organisations de la société civile ou en fait de petites unités gouvernementales. Le fait d'avoir un grand nombre d'unités administratives différentes offre aux gens le choix et la possibilité d'échapper à l'une d'entre elles en particulier s'ils se sentent ignorés ou exploités. Cela serait bien sûr impossible sous un «gouvernement mondial».

En outre, les règles qui font fonctionner la société spontanée sont susceptibles d'être plus simples et plus consensuelles en petits groupes. La démocratie est un ensemble d'institutions humaines fondées sur un accord et visant à parvenir à un accord. Cela nécessite un contact humain: la démocratie ne fonctionne pas dans l'abstrait.

La technologie, encore une fois, nous offre plus de contrôle sur nos propres vies sans avoir besoin des autres pour planifier nos vies pour nous. L'informatique permet aux petits groupes de s'identifier et de se rassembler pour un intérêt mutuel. Qui a alors besoin d'un grand gouvernement? Les services de l'État et l'assurance sociale peuvent être fournis de nouvelles manières plus adaptées aux individus; peuvent être libéralisés à mesure que de nouveaux systèmes d'échange de personne à personne émergent en ligne.

En effet, l'argument selon lequel les gens ne peuvent pas se gouverner eux-mêmes (autrefois utilisé pour refuser le vote aux femmes et aux esclaves) semble de plus en plus creux. Les gens sont innovants. Aujourd'hui, ils peuvent s'organiser eux-mêmes - et leurs taxes, hébergements de vacances, livraisons, services publics et plus - de manière efficace et sophistiquée en ligne, sans que la société dans son ensemble ait besoin de prendre des décisions collectives pour tout le monde.

La démocratie n'est pas tout

Les adeptes de la démocratie veulent généralement en voir davantage - en l'étendant plus largement à d'autres pays et en approfondissant la prise de décision collective dans leur propre pays. Ils devraient au contraire accepter que la prise de décision à la majorité est imparfaite et que les décisions du «peuple» (quelle que soit notre définition) ne sont pas automatiquement légitimes - comme dans le cas de la combustion des sorcières.

La démocratie, au contraire, n'est qu'un élément d'un bon gouvernement, avec la primauté du droit, les droits individuels, la tolérance, la liberté d'expression et bien d'autres choses. Pour bien fonctionner, la démocratie doit être limitée dans sa portée à ses tâches essentielles, laissant une sphère privée sûre dans laquelle les individus peuvent agir à leur guise.

Et il doit être limité dans ses actions, de manière à empêcher que la force et le pouvoir ne soient abusés et utilisés contre, et non pour, la population. Cela pourrait exiger des restrictions constitutionnelles, l'équilibre des pouvoirs et des super-majorités pour certaines décisions. Mais cette démocratie libérale nécessite également une culture et une compréhension plus profondes.

La démocratie est exigeante. Cela nécessite une coopération humaine à grande échelle. Elle exige la maîtrise de soi, en particulier de la part de ceux qui sont

majoritaires ou en position d'autorité. Cela nous oblige à renoncer à l'avantage personnel et à la satisfaction immédiate pour quelque chose de plus à long terme. Cela nous oblige à accepter nos erreurs et à en tirer des leçons volontairement et honnêtement.

Il ne s'agit pas d'un ensemble standard, car il doit être adapté à l'environnement historique et culturel qu'il occupe. Cela nécessite l'acceptation générale de toutes sortes de règles, à la fois la vision globale du monde qui le fait fonctionner et les plus petites conventions (presque comme des «manières») qui le font bien fonctionner. Cela nécessite une société ouverte - une société d'une taille gérable et humaine, mais disposée à interagir avec d'autres sociétés ouvertes du monde entier.

Quant à nos politiciens, ils pourraient viser à promouvoir l'auto-organisation des citoyens, pas essayer d'organiser eux-mêmes les citoyens. Et il y a lieu de minimiser l'intervention politique: la société est trop complexe pour qu'une autorité centrale puisse la planifier, la gérer ou même la comprendre.

La liberté personnelle n'exige aucune justification: vous subissez les conséquences de tout ce que vous faites. La démocratie, cependant, nécessite une justification, car les autres subissent les conséquences de ce que vous faites.

Doit-on saluer la démocratie comme justifiée? C'est encore une expérience en cours. La démocratie est plus étroitement associée à des valeurs libérales telles que le respect des droits de l'individu et de l'homme et à la liberté de sortir et de prospérer que d'autres systèmes.

Une fois établie, il s'est avéré étonnamment stable et durable. Et les institutions démocratiques, même imparfaites, offrent un forum dans lequel ceux qui soutiennent les valeurs libérales peuvent défendre leur cause et expliquer les avantages pratiques et moraux d'une véritable démocratie libérale.

14. CITATIONS SUR LA DEMOCRATIE

La tyrannie de la majorité

La démocratie illimitée est, tout comme l'oligarchie, une tyrannie répandue sur un grand nombre de personnes.

- Aristote (vers 350 avant JC) Politique

La démocratie n'est pas la liberté. La démocratie, c'est deux loups et un agneau qui votent sur ce qu'il faut manger pour le déjeuner. La liberté vient de la reconnaissance de certains droits qui ne peuvent être pris, même pas par un vote à 99%.

- Marvin Simkin (1992) «Droits individuels», Los Angeles Times

Le pouvoir corrompt

Dès que les gens ont le pouvoir, ils deviennent tordus et parfois aussi tordus, parce que la possession du pouvoir les élève dans une région où l'honnêteté normale ne paie jamais.

- E. M. Forster (1951) Deux Vive la Démocratie

Tous les gouvernements souffrent d'un problème récurrent: le pouvoir attire des personnalités pathologiques. Ce n'est pas que le pouvoir corrompt mais qu'il est magnétique pour le corruptible.

- Frank Herbert (1965) Dune

J'ai tendance à penser que les dirigeants ont rarement été au-dessus de la moyenne, moralement ou intellectuellement, et souvent en dessous. Et je pense qu'il est raisonnable d'adopter, en politique, le principe de se préparer au pire...

- Karl Popper (1945) La société ouverte et ses ennemis

La culture de la démocratie

Si la liberté et l'égalité, comme certains le pensent, se trouvent principalement dans la démocratie, elles seront mieux atteintes lorsque toutes les personnes participent au maximum au gouvernement.

- Aristote (vers 350 avant JC) Politique

En sacrifiant l'individu à l'État, les dirigeants du monde romain sapent les vertus réelles qui le soutiennent. Ils ont transformé des citoyens actifs et respectueux d'eux-mêmes en citoyens inertes et égoïstes.

- Sir Arthur Bryant (1984) Situé dans une mer d'argent: une histoire de la Grande-Bretagne et du peuple britannique

Aucun représentant ne doit suivre aveuglément les opinions du parti lorsqu'il est en opposition directe avec vos propres idées claires; un degré de servitude auquel aucun homme digne ne pouvait supporter l'idée de se soumettre.

- Edmund Burke (1741) The Gentleman's and London Magazine

Le monde doit être rendu sûr pour la démocratie. Sa paix doit reposer sur les fondements éprouvés de la liberté politique.

- Woodrow Wilson (1917) Discours au Congrès sur la guerre

LECTURE SUPPLÉMENTAIRE

Explications et aperçus

Beetham, D. (2005) *Democracy: A Beginner's Guide*. Londres: Publications Oneworld.

Une introduction simple, énonçant les principes et les institutions nécessaires pour faire fonctionner la démocratie et comparant comment elle évolue réellement dans la réalité. Le livre explique les problèmes des démocraties émergentes, la désillusion avec la politique en général et les alternatives participatives.

Butler, E. (2012) *Public Choice: A Primer*. Londres: Institut des affaires économiques.

Guide simple sur le rôle de l'intérêt personnel parmi les électeurs, les groupes de pression, les politiciens et les fonctionnaires, et comment cela remet en question l'efficacité et l'objectivité des décisions démocratiques.

Butler, E. (2013) *Fondations d'une société libre*. Londres: Institut des affaires économiques.

Exposé simple des principes qui sous-tendent la liberté sociale et économique et la démocratie libérale, tels que la tolérance, la justice, les droits de propriété et l'égalité civique.

Crick, B. (2003) *Démocratie: une très brève introduction*. Presse d'université d'Oxford.

Retrace l'histoire de la démocratie depuis la Grèce antique avant d'expliquer des questions telles que le populisme, les institutions d'un bon gouvernement et la citoyenneté.

Cartledge, P. (2018) *Démocratie: une vie*. Presse d'université d'Oxford.

Une grande histoire retraçant les racines de la démocratie depuis la Grèce antique en passant par la République romaine, les systèmes de la Renaissance, la Constitution américaine jusqu'aux démocraties libérales d'aujourd'hui - et comment chaque système a traité la question des droits par rapport aux majorités.

Weale, A. (2007) *Démocratie*. Londres: Palgrave.

Légèrement théorique et philosophique mais soulève de bonnes questions sur la nature de la démocratie, ses défis et comment elle ne peut être jugée que par rapport à nos valeurs profondes.

Défis et critiques

Achen, C. et Bartels, L. (2017) *Democracy for Realists*. Presses universitaires de Princeton.

Bon aperçu des problèmes de l'ignorance des électeurs, du tribalisme et du court-termisme. Les auteurs rejettent les initiatives de vote et autres solutions participatives en faveur d'élections régulières et fréquentes pour éviter l'accumulation du pouvoir.

Brennan, J. (2016) *Contre la démocratie*. Presses universitaires de Princeton.

Un philosophe souligne les préjugés systématiques des électeurs, arguant qu'ils ne peuvent pas être «éduqués» de ceux-ci par des systèmes participatifs, et qu'ils ne font qu'empirer par eux. Il soutient que la démocratie banalise les choix complexes, repose sur la force, permet aux individus de dominer les autres et fait ainsi des étrangers des ennemis.

Caplan, B. (2007) *Le mythe de l'électeur rationnel*. Presses universitaires de Princeton.

L'explication classique de la façon dont les électeurs ont des préjugés systématiques - en particulier des préjugés anti-marché, anti-étrangers, de travail et pessimistes - qui faussent les résultats démocratiques et expliquent pourquoi la démocratie échoue.

Karsten, F. et Beckman, K. (2012) *Au-delà de la démocratie*. Scotts Valley, Californie: CreateSpace.

Critique logique et directe d'un point de vue libertaire, expliquant que la démocratie est une idée collectiviste actuellement en crise. Les auteurs énumèrent les mythes - de la domination populaire, de l'équité, de la liberté, de la tolérance, etc. - qui sont attribués à la démocratie et soulignent ses problèmes - y compris la bureaucratie, le welfarisme et le court-termisme. Ils prônent une nouvelle idée de petits gouvernements avec des lois de base simples.

Ostrom, V. (1997) *Le sens de la démocratie et la vulnérabilité des démocraties*. Presses de l'Université du Michigan.

Exploration des conditions sociales et culturelles nécessaires à l'épanouissement d'un système démocratique et de la difficulté de préserver les libertés individuelles et la société civile face à de puissants gouvernements «démocratiques». Explore également les difficultés de la construction de sociétés démocratiques dans différents continents, et en particulier dans les pays sortant du communisme.

Smith, C. et Miers, T. (2011) *Democracy and the Fall of the West*. Exeter: Imprint Academic.

Ce petit livre soutient que la démocratie crée une nouvelle tyrannie qui sape les valeurs libérales sur lesquelles elle est bâtie - telles que la primauté du droit, la tolérance, les droits de propriété, les marchés libres, la société civile et la liberté

sociale. Les politiciens voient la démocratie comme une source de pouvoir utile pour leurs propres projets, conduisant à un État autoritaire.

Stoker, G. (2007) Pourquoi la politique compte: faire fonctionner la démocratie. New York: Palgrave Macmillan.

Souligne que la politique est une partie inévitable de la démocratie parce que les décisions collectives sont si importantes pour tout le monde. Mais la politique est devenue une «profession» qui laisse le public aliéné - et rendu cynique par sa couverture médiatique. Appelle à une plus grande responsabilité, à des plafonds de dépenses pour les partis, à un rappel des citoyens et à plus de localisme.

Autres références

Acemoglu, D. et Robinson, J. (2006) *Origines économiques de la dictature et de la démocratie*. La presse de l'Université de Cambridge.

Acemoglu, D. et Robinson, J. (2012) *Why Nations Fail*. New York: Groupe d'édition de la Couronne.

Adams, J. (1814) Lettre à John Taylor (XVIII). Washington, D.C. : Archives nationales (<https://founders.archives.gov/documents/Adams/99-02-02-6371>).

Alves, A. et Meadowcroft, J. (2014) La pente glissante de Hayek, la stabilité de l'économie mixte et la dynamique de la recherche de rente. *Etudes politiques* 62 (4): 843-861.

Aristote (350 avant JC) *Politique*.

Attlee, C. (1957) Discours à Oxford, 14 juin.

Brennan, G. et Buchanan, J. M. (1980) *The Power to Tax*. Fondements analytiques d'une constitution fiscale. La presse de l'Université de Cambridge.

Butler, E. (2015a) *Le libéralisme classique: une introduction*. Londres: Institut des affaires économiques.

Butler, E. (2015b) *Magna Carta: A Primer*. Londres: Institut Adam Smith.

Burke, E. (1774) Discours aux électeurs de Bristol (<https://www.econlib.org/book-chapters/chapter-vol-4-miscellaneous-writings-speech-to-the-electors-of-bristol/>)

Burke, E. (1790) *Réflexions sur la Révolution en France*. Londres: James Dodsley.

Economist Intelligence Unit (2019) Democracy Index 2019 (<http://www.eiu.com/topic/democracy-index>).

Forster, E. M. (1951) *Deux Vive la Démocratie*. New York: Harcourt, Brace and Company.

Fukuyama, F. (1992) *La fin de l'histoire et le dernier homme*. New York: Presse gratuite.

Hayek, F. A. (1944) *La route du servage*. Londres: Routledge.

Hayek, F. A. (1979) *Droit, législation et liberté, volume 1*. Londres: Routledge.

Hayek, F. A. (1988) *Le Conçoit Fatal: Les Erreurs du Socialisme*. Londres: Routledge.

Hobbes, T. (1651) *Léviathan*. Londres: Andrew Crooke.

Hume, D. (1758) *Essais, morale, politique et littéraire*. Édimbourg: Alexander Kincaid.

Kennedy, A. (1999) *Entretien de première ligne: Justice for Sale*. Système de radiodiffusion publique.

Kibbe, M. (2014) *Ne blessez pas les gens et ne prenez pas leurs affaires*. New York: Harper Collins.

Lawson, R., Murphy, R. et Powell, B. (2020) Les déterminants de la liberté économique: une enquête. *Politique économique contemporaine* 38 (4): 622-642.

Lemke, J. S. (2016) Concours interjuridictionnel et lois sur la propriété des femmes mariées. *Public Choice* 166 (3): 291–313.

Lincoln, A. (1863) Adresse de Gettysburg (<http://www.ourdocuments.gov/doc.php?doc=36&page=transcript>).

Locke, J. (1689) *Deuxième traité de gouvernement*. Dans deux traités de gouvernement. Londres: Awnsham Churchill.

Luxemburg, R. (1899) *Réforme sociale ou révolution?* (<https://www.marxists.org/archive/luxemburg/1900/reform-revolution/>).

Machiavel, N. (1513) *Le Prince*. Rome: Antonio Blado d'Asola.

Macpherson, C. B. (1966) *Le monde réel de la démocratie*. Oxford: Clarendon Press.

Matsusaka, J. G. (2004) *Pour les plus ou moins nombreux: l'initiative, la politique publique et la démocratie américaine*. Presse universitaire de Chicago.

Mencken, H. L. (1956) *Minority Report*. Baltimore: Presse universitaire Johns Hopkins.

De Mesquita, B. B., Smith, A., Siverson, R. M., Morrow, J. D. (2003) *La logique de la survie politique*. Cambridge, MA: Presse du Massachusetts Institute of Technology.

Mill, J. S. (1861) *Considérations sur le gouvernement représentatif*. Londres: Parker, fils et Bourn

Montesquieu, C.-L. (1748) *L'esprit des lois*(<https://oll.libertyfund.org/title/montesquieu-complete-works-vol-1-the-spirit-of-laws>).

Murphy, R. (2018) *Gouvernance et dimensions de l'autocratie*. *Économie politique constitutionnelle* 30: 131-148.

Orwell, G. (1946) *Politique et langue anglaise*. *Horizon* 13 (76): 252-265.
Périclès d'Athènes (vers 404 avant JC) *Oration funèbre*. Dans *l'histoire de la guerre du Péloponnèse*.

Popper, K. R. (1945) *La société ouverte et ses ennemis*. Londres: Routledge.

Ridley, M. (2020) *Comment fonctionne l'innovation*. Londres: quatrième état.

Robespierre, M. (1794) *Rapport sur les principes de moralité publique*. Philadelphie: Benjamin Franklin Bache.

Schumpeter, J. (1942) *Capitalisme, socialisme et démocratie*. New York: Harper & Brothers.

de Tocqueville, A. (1835) *La démocratie en Amérique*. Londres: Saunders et Otley.

Transparency International (2019) *Indice de perception de la corruption*. Berlin: Transparency International.

Vidal, G. (1987) *Armageddon*. Londres: Grafton.

Mots clés

Autocratie

Du grec autos (soi) et kratos (pouvoir). Une forme de gouvernement dans laquelle une seule personne (autocrate) exerce le contrôle sans être soumise à aucune restriction légale ou électorale.

Initiative de vote

Une proposition, initiée par un groupe d'électeurs, d'adopter une politique, de forcer un vote à l'Assemblée législative ou de convoquer un référendum.

Constitution

Un ensemble de conventions, de lois et de précédents qui spécifie comment le gouvernement doit être structuré et fonctionner, ainsi que les limites du pouvoir des personnes impliquées.

Gouvernement constitutionnel

Toute forme de gouvernement dans laquelle le pouvoir est défini et limité par des lois fondamentales, des conventions ou des constitutions écrites («codifiées»). Ils comprennent la monarchie constitutionnelle dans laquelle la position de chef de l'État est héritée, la démocratie constitutionnelle dans laquelle les citoyens qualifiés peuvent choisir et tenir responsables ceux qui sont au pouvoir, et l'oligarchie constitutionnelle où l'autorité est exercée par un groupe.

La démocratie

Du grec demos (peuple) et kratos (pouvoir). Dans la Grèce antique, la forme de gouvernement dans laquelle les citoyens éligibles d'une cité-état se réunissaient pour débattre et décider des lois et des politiques. Aujourd'hui, toute forme de gouvernement dans laquelle les citoyens éligibles choisissent des représentants qui débattent et décident des lois et des politiques.

Dictateur

Du latin dicto (dicter). Un dirigeant avec un pouvoir absolu sur un pays, généralement celui qui a obtenu le contrôle par la force.

Démocratie libérale

Une forme de démocratie qui donne la priorité aux droits et libertés individuels sur la règle de la majorité. La démocratie libérale se caractérise par des élections libres et équitables, la séparation des pouvoirs, la tolérance et la primauté du droit.

Oligarchie

Du grec olígos (peu) et arkho (règle). Une forme de gouvernement contrôlée par un petit groupe tel qu'une famille ou une junte militaire.

Rappeler

Une procédure par laquelle les électeurs locaux peuvent expulser leur représentant de leurs fonctions en dehors du cycle électoral normal.

Référendum

Un vote de l'ensemble de l'électorat sur une question, généralement à l'initiative du gouvernement. Le résultat peut être contraignant pour le législatif et l'exécutif, ou simplement consultatif.

République

Du latin res publica (chose du peuple). Une forme de gouvernement dans laquelle le pouvoir n'est pas hérité mais passe par l'élection du public ou la nomination par des représentants élus et parfois par des oligarques ou un autocrate. Le pouvoir en république est généralement limité par des conventions convenues ou une constitution écrite. Le chef de l'État est généralement un président.

Séparation des pouvoirs

Le système qui cherche à limiter l'accumulation du pouvoir en séparant les fonctions gouvernementales en différentes branches telles que l'exécutif, le législatif et le judiciaire. Généralement, le pouvoir législatif est en outre divisé entre deux chambres ou chambres différentes de la législature.

L'objectif principal du livre est de permettre à quiconque de comprendre la démocratie, même s'il n'en a jamais fait l'expérience. Mais ceux qui pensent comprendre la démocratie devraient également en bénéficier, car même eux en négligent souvent les caractéristiques les plus critiques.

Il est important de comprendre la démocratie : les deux tiers de la population mondiale, dans plus d'une centaine de pays, vivent sous des gouvernements qui se disent démocratiques. Et comme très peu de ces gouvernements sont à la hauteur des idéaux de la démocratie ou respectent ses principes et institutions clés, une compréhension claire de la démocratie est encore plus importante.

Nous devons être conscients de la facilité avec laquelle la démocratie peut être perdue ou abusée lorsque les gens ne la comprennent pas correctement. Ce livre définit la démocratie, explique ses objectifs et montre la différence entre une véritable démocratie et les nombreuses versions qui existent. Il décrit l'histoire de la démocratie, la nature changeante de l'idée et les différentes manières d'y parvenir.

Il résume les avantages de la démocratie mais aussi les nombreux mythes à son sujet qui nous aveuglent sur ses limites. Enfin, le livre demande pourquoi les gens sont devenus si désillusionnés par la politique démocratique aujourd'hui - et que peut-on faire, s'il y a lieu, pour y remédier.